



Le Président,

Séances des 13 et 14 octobre 2016

## DECISION MODIFICATIVE N°2 POUR 2016

La présente décision modificative, qui constitue le dernier acte budgétaire de l'exercice 2016, a pour principal objet d'ajuster les prévisions de dépenses et de recettes pour financer les politiques régionales. L'ajustement en hausse des crédits de paiement, en dépenses et en recettes, porte sur 15,1 M€, soit environ 1,3 % du budget régional 2016 (hors opération de refinancement d'emprunt).

Cette décision modificative permet de renforcer le volume d'investissement voté au BP et en DM1 et de **porter l'effort global d'investissement à près de 313 M€** en 2016 (pour une réalisation de 308 M€ en 2015). Ces investissements essentiels au développement du territoire régional seront réalisés grâce à des recettes nouvelles et des redéploiements de crédits.

Un effort budgétaire conséquent sera réalisé en faveur de l'agriculture. Les intempéries du printemps ont entraîné des résultats catastrophiques pour toutes les filières agricoles régionales. Face à une telle crise, une solidarité européenne, nationale, régionale et plus locale est nécessaire. L'urgence à traiter est la capacité pour les agriculteurs à lancer dans les prochains jours la campagne 2017.

Dans ce contexte, la Région Centre – Val de Loire souhaite accompagner les agriculteurs dans leurs démarches immédiates et dans leur réflexion stratégique pour construire l'avenir de leur entreprise et pour les aider à accéder à des emprunts bancaires dans les meilleures conditions. Ce sont ainsi 2,5 M€ qui sont redéployés vers les Cap filières dans cette présente décision modificative.

Par ailleurs, il est proposé de renégocier un emprunt de 17,5 M€ car les conditions de marché permettent de dégager 0,58 M€ d'économies sur les frais financiers.

En DM2, le soutien à l'investissement se traduira par :

- une augmentation des crédits de 7,5 M€ en faveur du développement économique, de l'agriculture, de la recherche, de l'innovation et de la formation professionnelle ;
- une accélération des projets sur le patrimoine régional avec 5,3 M€ en faveur des travaux dans les lycées.

De manière plus précise, les principales évolutions concerneront les politiques suivantes :

- **Economie** : +0,65 M€ en investissement et + 1 M€ en fonctionnement
  - o +2,5 M€ de crédits redéployés vers les Cap filières pour soutenir l'agriculture
  - o +0,15 M€ pour le soutien au développement des SCOP et +0,1 M€ dédiés aux entreprises sinistrées dans l'agglomération de Bourges

- + 1 M€ pour le dispositif Cap Asso
- **Recherche** : +6,846 M€ en investissement, + 0,267 M€ en fonctionnement
  - +1,02 M€ pour le Cap RDI, +0,7 M€ pour les pôles de compétitivité, +0.25 M€ en faveur de la plateforme BRGM, +4,32 M€ pour le développement de la recherche et 0,556 M€ dédiés au CERTEM.
  - +0,13 M€ pour le programme Innovation et transferts de technologie, +0,303 M€ pour le Studium
- **Formation** : +0,4 M€ en fonctionnement pour la rémunération des personnes en formation
- **Lycées** :
  - + 5,355 M€ en investissement dont 3 M€ pour faire face aux réparations des dégâts générés par les inondations.
- **Apprentissage** :
  - +0,806 M€ sur les projets patrimoniaux des CFA
- **Territoires solidaires et TIC** :
  - +0,6 M€ en fonctionnement pour les programmes d'action des CRST
  - +0.219 M€ dédiés à la maintenance des postes informatiques des lycées et +0,061 M€ pour financer les besoins en haut débit des CFA.
- **Transports et mobilité durables** :
  - 0,140 M€ pour financer un programme de promotion du Berry dans le cadre de la ligne aéroportuaire Châteauroux-Nice
- **Moyens généraux de l'administration** :
  - + 0,42 M€ en investissement : dépôts de garanties des nouveaux locaux Espaces Région Centre-Val de Loire dans les chefs-lieux départementaux, déploiement du système d'information dans le cadre de la mise en œuvre des transferts de compétence transports.
  - Il est proposé de renégocier un emprunt afin de bénéficier d'un taux plus avantageux et de dégager 0,5 M€ d'économies en frais financiers. La renégociation de l'emprunt nécessite d'inscrire des dépenses et des recettes en investissement et en fonctionnement.
- **Ressources humaines** : + 0,884 M€ pour financer la revalorisation du point d'indice et financer les transferts de compétences (transports, formation professionnelle, fonds européens).


Ces priorités régionales sont financées principalement par les ajustements de recettes suivants :

- Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels : + 4,6 M€
- AGEFIPH : + 1,1 M€
- Reversements SNCF liés à la convention TER et recettes lignes routières :+ 4,6 M€
- FCTVA : +0,78 M€
- Ressource régionale pour l'apprentissage : +1,8 M€
- Prime employeurs d'apprentis : +1,1 M€
- Recettes RH (remboursement risques statutaires) :+0,4 M€
- Assurances et contentieux : +0,288 M€

Ces dépenses sont également financées par des redéploiements de crédits, en particulier dans les secteurs de la culture, du sport, des formations sanitaires et sociales et des moyens généraux.

Par ailleurs, des ajustements en AP et AE sont proposés pour tenir compte de l'avancée des projets et notamment lancer le Programme Régional de formation 2017-2018.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



François BONNEAU

# DECISION MODIFICATIVE N°2 2016

## SOMMAIRE

### **I – Les conditions générales de l'équilibre**

A – L'EQUILIBRE DE LA DM2 2016.....	6
B – LA REPARTITION DES CP ET DES AP/AE PAR POLITIQUE.....	6

### **II – Présentation détaillée de la décision modificative n°2**

<b>A – INTERVENTIONS REGIONALES .....</b>	<b>9</b>
SOLIDARITÉS TERRITORIALES, TRANSITION ECOLOGIQUE, STRATÉGIES.....	10
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION, ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....	14
TRANSPORTS ET MOBILITÉS DURABLES.....	23
FORMATION INITIALE, LYCÉES, APPRENTISSAGE ET VIE CITOYENNE .....	27
EUROPE .....	35
<b>B - OPTIMISATION DES RESSOURCES.....</b>	<b>38</b>
MOYENS GÉNÉRAUX DE L'ADMINISTRATION .....	39
MOYENS GENERAUX FINANCIERS.....	41
RESSOURCES HUMAINES.....	43
<b>C – DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>45</b>
REMISES GRACIEUSES .....	46
ADMISSIONS EN NON VALEURS .....	46
MODIFICATION DES DATES LIMITE D'AFFECTATION POUR LES AP/AE .....	48
ANNULATIONS-CLOTURE DES AP/AE .....	49
MODIFICATION DE LIBELLES DES AP/AE.....	51

### **III – Décisionnel**

<b>A – LE VOTE PAR FONCTION .....</b>	<b>53</b>
Approbation des balances au chapitre en crédits de paiement et AP/AE.....	53
Les AP et AE par fonction et par politique régionale.....	55
<b>B – LE VOTE DE L'ARCHITECTURE PAR POLITIQUE RÉGIONALE .....</b>	<b>58</b>
<b>C – LES DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>59</b>
Remises gracieuses.....	59
Admissions en non valeurs .....	59
Modification des dates limite d'affectation pour les AP/AE .....	61
Annulations-clôture des AP/AE .....	62
Modification de libellés des AP/AE.....	64

**LES CONDITIONS GENERALES DE  
L'EQUILIBRE**

## A – L'équilibre de la DM2 2016

Le Budget 2016 modifié est équilibré, en dépenses et en recettes, à hauteur de 1 238 205 675,63€.

DEPENSES						RECETTES						
	BP 2016	RAR 2015	DM1 2016	DM2 2016	TOTAL		BP 2016	RAR 2015	DM1 2016	DM2 2016	TOTAL	
FONCTIONNEMENT	DF réelles	717 171 162,00	27 366 429,23	29 610 150,00	7 157 381,58	781 305 122,81	RF réelles	898 397 592,50		37 010 150,00	14 480 568,06	949 888 310,56
	DF d'ordre	220 330 000,00	-	-		220 330 000,00	Affectation du résultat 2014	15 404 639,55				15 404 639,55
	Prélèvement	154 789 640,82		7 400 000,00	7 323 186,48	169 512 827,30	RF d'ordre	205 855 000,00		-		205 855 000,00
	<b>TOTAL DF</b>	<b>1 092 290 802,82</b>	<b>27 366 429,23</b>	<b>37 010 150,00</b>	<b>14 480 568,06</b>	<b>1 171 147 950,11</b>	<b>TOTAL RF</b>	<b>1 119 657 232,05</b>	<b>-</b>	<b>37 010 150,00</b>	<b>14 480 568,06</b>	<b>1 171 147 950,11</b>
INVESTISSEMENT	DI réelles	420 275 724,00	269 678,82	7 400 000,00	28 955 150,00	456 900 552,82	Ri réelles hors emprunt)	120 035 641,00	0,00		21 631 963,52	141 667 604,52
	DI d'ordre	267 105 000,00		-		267 105 000,00	Emprunt	113 845 121,00	17 400 000,00			131 245 121,00
							Ri d'ordre	281 580 000,00		-		281 580 000,00
							Prélèvement	154 789 640,82		7 400 000,00	7 323 186,48	169 512 827,30
<b>TOTAL DI</b>	<b>687 380 724,00</b>	<b>269 678,82</b>	<b>7 400 000,00</b>	<b>28 955 150,00</b>	<b>724 005 552,82</b>	<b>TOTAL RI</b>	<b>670 250 402,82</b>	<b>17 400 000,00</b>	<b>7 400 000,00</b>	<b>28 955 150,00</b>	<b>724 005 552,82</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 779 671 526,82</b>	<b>27 636 108,05</b>	<b>44 410 150,00</b>	<b>43 435 718,06</b>	<b>1 895 153 502,93</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 789 907 634,87</b>	<b>17 400 000,00</b>	<b>44 410 150,00</b>	<b>43 435 718,06</b>	<b>1 895 153 502,93</b>	
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>1 137 446 886,00</b>	<b>27 636 108,05</b>	<b>37 010 150,00</b>	<b>36 112 531,58</b>	<b>1 238 205 675,63</b>	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>1 132 278 354,50</b>	<b>17 400 000,00</b>	<b>52 414 789,55</b>	<b>36 112 531,58</b>	<b>1 238 205 675,63</b>	

## B – La répartition des CP et des AP/AE par politique

Le tableau ci-après vous présente par politique, les crédits nouveaux ou redéployés, les crédits reportés, en dépense et en recette, les autorisations de programme et les autorisations d'engagement.

Les ajustements d'AP et d'AE (création et modification) s'élèvent à 312 106 574,11 € dont 13 158 409,22 € en investissement et 298 948 164,89 € en fonctionnement.

	DEPENSES			RECETTES			DM1 2016 AP et AE
	TOTAL APRES DM1 2016 (1)	DM 2 2016 (2)	TOTAL DEPENSES 2016 (1+2)	TOTAL APRES DM1 2016 (1)	DM 2 2016 (2)	TOTAL RECETTES 2016 (1+2)	
<b>Solidarités territoriales, transition écologique, stratégies</b>	<b>125 546 309,85</b>	<b>880 000,00</b>	<b>126 426 309,85</b>	<b>161 750,00</b>	<b>-</b>	<b>161 750,00</b>	<b>840 000</b>
<b>Crédits d'intervention</b>	<b>105 981 359,85</b>	<b>880 000,00</b>	<b>106 861 359,85</b>	<b>15 500,00</b>	<b>-</b>	<b>15 500,00</b>	<b>840 000</b>
Investissement	88 719 208,39	-	88 719 208,39	-	-	-	840 000
Fonctionnement	17 262 151,46	880 000,00	18 142 151,46	15 500,00	-	15 500,00	-
<b>fonds européens</b>	<b>19 564 950,00</b>	<b>-</b>	<b>19 564 950,00</b>	<b>146 250,00</b>	<b>-</b>	<b>146 250,00</b>	<b>-</b>
Investissement	16 054 700,00	-	16 054 700,00	-	-	-	-
Fonctionnement	3 510 250,00	-	3 510 250,00	146 250,00	-	146 250,00	-
<b>Développement économique, de la recherche, de l'innovation, et de la formation professionnelle</b>	<b>225 590 816,96</b>	<b>9 163 500,00</b>	<b>234 754 316,96</b>	<b>42 136 000,00</b>	<b>5 429 560,00</b>	<b>47 565 560,00</b>	<b>309 369 500</b>
<b>Crédits d'intervention</b>	<b>202 785 346,96</b>	<b>9 163 500,00</b>	<b>211 948 846,96</b>	<b>37 085 000,00</b>	<b>5 429 560,00</b>	<b>42 514 560,00</b>	<b>309 369 500</b>
Investissement	48 294 588,00	7 496 000,00	55 790 588,00	7 376 944,00	335 500,00	7 041 444,00	8 891 000
Fonctionnement	154 490 758,96	1 667 500,00	156 158 258,96	29 708 056,00	5 765 060,00	35 473 116,00	300 478 500
<b>fonds européens</b>	<b>22 805 470,00</b>	<b>-</b>	<b>22 805 470,00</b>	<b>5 051 000,00</b>	<b>-</b>	<b>5 051 000,00</b>	<b>-</b>
Investissement	10 731 000,00	-	10 731 000,00	-	-	-	-
Fonctionnement	12 074 470,00	-	12 074 470,00	5 051 000,00	-	5 051 000,00	-
<b>Transports et mobilités durables</b>	<b>196 334 070,00</b>	<b>140 000,00</b>	<b>196 474 070,00</b>	<b>7 817 600,00</b>	<b>4 676 000,00</b>	<b>12 493 600,00</b>	<b>7 650 000</b>
<b>Crédits d'intervention</b>	<b>196 334 070,00</b>	<b>140 000,00</b>	<b>196 474 070,00</b>	<b>7 817 600,00</b>	<b>4 676 000,00</b>	<b>12 493 600,00</b>	<b>7 650 000</b>
Investissement	22 648 200,00	-	22 648 200,00	-	397 000,00	397 000,00	7 350 000
Fonctionnement	173 685 870,00	140 000,00	173 825 870,00	7 817 600,00	4 279 000,00	12 096 600,00	300 000
<b>fonds européens</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Investissement	-	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-
<b>Formation initiale, lycées, apprentissage et vie citoyenne</b>	<b>370 633 378,39</b>	<b>3 468 150,00</b>	<b>374 101 528,39</b>	<b>18 335 807,00</b>	<b>738 700,00</b>	<b>19 074 507,00</b>	<b>3 622 000</b>
<b>Crédits d'intervention</b>	<b>368 213 378,39</b>	<b>3 468 150,00</b>	<b>371 681 528,39</b>	<b>18 285 807,00</b>	<b>738 700,00</b>	<b>19 024 507,00</b>	<b>3 622 000</b>
Investissement	135 997 447,83	3 529 150,00	139 526 597,83	1 592 507,00	218 600,00	1 373 907,00	2 632 000
Fonctionnement	232 215 930,56	61 000,00	232 276 930,56	16 693 300,00	957 300,00	17 650 600,00	990 000
<b>fonds européens</b>	<b>2 420 000,00</b>	<b>-</b>	<b>2 420 000,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>-</b>	<b>50 000,00</b>	<b>-</b>
Investissement	-	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	2 420 000,00	-	2 420 000,00	50 000,00	-	50 000,00	-
<b>Optimisation des ressources</b>	<b>247 464 549,73</b>	<b>22 460 881,58</b>	<b>269 925 431,31</b>	<b>1 034 398 077,50</b>	<b>25 268 271,58</b>	<b>1 059 666 349,08</b>	<b>1 000 000</b>
Investissement	82 488 398,60	17 930 000,00	100 418 398,60	192 533 161,00	21 789 063,52	214 322 224,52	1 000 000
Fonctionnement	164 976 151,13	4 530 881,58	169 507 032,71	841 864 916,50	3 479 208,06	845 344 124,56	-
<b>Dont Communication</b>	<b>4 701 596,01</b>	<b>-</b>	<b>4 701 596,01</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Investissement	-	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	4 701 596,01	-	4 701 596,01	-	-	-	-
<b>Dont Moyens généraux de l'administration</b>	<b>18 872 165,24</b>	<b>232 000,00</b>	<b>19 104 165,24</b>	<b>-</b>	<b>288 400,00</b>	<b>288 400,00</b>	<b>-</b>
Investissement	2 738 398,60	420 000,00	3 158 398,60	-	-	-	-
Fonctionnement	16 133 766,64	188 000,00	15 945 766,64	-	288 400,00	288 400,00	-
<b>Dont Ressources humaines</b>	<b>124 859 112,55</b>	<b>884 000,00</b>	<b>125 743 112,55</b>	<b>3 622 000,00</b>	<b>400 000,00</b>	<b>4 022 000,00</b>	<b>-</b>
Investissement	-	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	124 859 112,55	884 000,00	125 743 112,55	3 622 000,00	400 000,00	4 022 000,00	-
<b>Dont Moyens généraux financiers</b>	<b>99 031 675,93</b>	<b>21 344 881,58</b>	<b>120 376 557,51</b>	<b>1 030 776 077,50</b>	<b>24 579 871,58</b>	<b>1 055 355 949,08</b>	<b>1 000 000</b>
Investissement	79 750 000,00	17 510 000,00	97 260 000,00	192 533 161,00	21 789 063,52	214 322 224,52	1 000 000
<i>Dont réaménagement de la dette</i>	25 000 000,00	-	25 000 000,00	25 000 000,00	-	25 000 000,00	-
Fonctionnement	19 281 675,93	3 834 881,58	23 116 557,51	838 242 916,50	2 790 808,06	841 033 724,56	-
<b>Europe</b>	<b>81 314 439,12</b>	<b>-</b>	<b>81 314 439,12</b>	<b>89 086 520,00</b>	<b>-</b>	<b>89 086 520,00</b>	<b>- 10 374 926</b>
Investissement	49 797 560,00	-	49 797 560,00	49 778 150,00	-	49 778 150,00	- 7 554 591
Fonctionnement	31 516 879,12	-	31 516 879,12	39 308 370,00	-	39 308 370,00	- 2 820 335
<b>Dont fonds européens</b>	<b>80 013 520,00</b>	<b>-</b>	<b>80 013 520,00</b>	<b>80 013 520,00</b>	<b>-</b>	<b>80 013 520,00</b>	<b>- 10 674 926</b>
Investissement	49 665 400,00	-	49 665 400,00	49 665 400,00	-	49 665 400,00	- 7 554 591
Fonctionnement	30 348 120,00	-	30 348 120,00	30 348 120,00	-	30 348 120,00	- 3 120 335
<b>Dont fonds européens non ventilables</b>	<b>35 223 100,00</b>	<b>-</b>	<b>35 223 100,00</b>	<b>74 766 270,00</b>	<b>-</b>	<b>74 766 270,00</b>	<b>-</b>
Investissement	22 879 700,00	-	22 879 700,00	49 665 400,00	-	49 665 400,00	-
Fonctionnement	12 343 400,00	-	12 343 400,00	25 100 870,00	-	25 100 870,00	-
<b>HORS fonds européens</b>	<b>1 300 919,12</b>	<b>-</b>	<b>1 300 919,12</b>	<b>9 073 000,00</b>	<b>-</b>	<b>9 073 000,00</b>	<b>300 000</b>
Investissement	132 160,00	-	132 160,00	112 750,00	-	112 750,00	-
Fonctionnement	1 168 759,12	-	1 168 759,12	8 960 250,00	-	8 960 250,00	300 000
<b>RESULTAT REPORTE</b>				<b>15 404 639,55</b>		<b>15 404 639,55</b>	
<b>TOTAL GENERAL AVEC RESULTAT REPORTE</b>	<b>1 202 093 144,05</b>	<b>36 112 531,58</b>	<b>1 238 205 675,63</b>	<b>1 202 093 144,05</b>	<b>36 112 531,58</b>	<b>1 238 205 675,63</b>	<b>312 106 574,11</b>
Investissement	427 945 402,82	28 955 150,00	456 900 552,82	251 280 762,00	21 631 963,52	272 912 725,52	13 158 409,22
Fonctionnement	774 147 741,23	7 157 381,58	781 305 122,81	950 812 382,05	14 480 568,06	965 292 950,11	298 948 164,89
<b>TOTAL GENERAL AVEC RESULTAT REPORTE HORS AMENAGEMENT DE LA DETTE</b>	<b>1 177 093 144,05</b>	<b>36 112 531,58</b>	<b>1 213 205 675,63</b>	<b>1 177 093 144,05</b>	<b>36 112 531,58</b>	<b>1 213 205 675,63</b>	<b>312 106 574,11</b>
Investissement	402 945 402,82	28 955 150,00	431 900 552,82	226 280 762,00	21 631 963,52	247 912 725,52	13 158 409,22
Fonctionnement	774 147 741,23	7 157 381,58	781 305 122,81	950 812 382,05	14 480 568,06	965 292 950,11	298 948 164,89
<b>TOTAL GENERAL HORS AMENAGEMENT DE LA DETTE ET FONDS EUROPEENS</b>	<b>1 097 079 624,05</b>	<b>36 112 531,58</b>	<b>1 133 192 155,63</b>	<b>1 097 079 624,05</b>	<b>36 112 531,58</b>	<b>1 133 192 155,63</b>	<b>322 781 500,00</b>
Investissement	353 280 002,82	28 955 150,00	382 235 152,82	176 615 362,00	21 631 963,52	198 247 325,52	20 713 000,00
Fonctionnement	743 799 621,23	7 157 381,58	750 957 002,81	920 464 262,05	14 480 568,06	934 944 830,11	302 068 500,00

**PRÉSENTATION DÉTAILLÉE  
DE LA DÉCISION MODIFICATIVE N°2**



## **A – Interventions régionales**

**SOLIDARITÉS TERRITORIALES, TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE, STRATÉGIES**

## **LES DONNÉES FINANCIÈRES GLOBALES DU BUDGET SOLIDARITÉS TERRITORIALES, TRANSITION ECOLOGIQUE, STRATÉGIES**

### **AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET / OU D'ENGAGEMENT CRÉÉES OU MODIFIÉES A LA DM**

	CREATIONS	MODIFICATIONS
Autorisations de programme	840 000,00	
Autorisations d'engagement		

### **CRÉDITS DE PAIEMENT**

SOLIDARITES TERRITORIALES, TRANSITION ECOLOGIQUE, STRATEGIES	DEPENSES		RECETTES	
	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
Investissement	88 719 208,39	0,00	0,00	0,00
Fonctionnement	17 262 151,46	880 000,00	15 500,00	0,00

### **DÉTAIL PAR PROGRAMME**

#### **CONTRATS RÉGIONAUX DE SOLIDARITÉ TERRITORIALE**

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
CONTRATS REGIONAUX DE SOLIDARITE TERRITORIALE	Investissement	13 656 000,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	763 000,00	600 000,00	0,00	0,00

Le montant inscrit au BP pour le volet fonctionnement des CRST (0,763 M€) doit être revalorisé pour tenir compte, d'une part des besoins liés au financement de l'animation territoriale (0,513 M€ hors Contrats et 0,555 M€ inscrits dans les 10 contrats à signer à compter de 2016), d'autre part des études et animations en cours, inscrites dans les programmes d'actions.

Début septembre, les 40 opérations en cours de réalisation et pour lesquelles les soldes à mandater représentaient plus de 0,350 M€ concernaient principalement la biodiversité, avec 17 plans de gestion ou démarches zéro pesticides, 6 autres études liées à la TVB (Trame verte et bleue), 3 IBC (Inventaire biodiversité communale), et plus marginalement 4 études habitat, 2 stratégies économiques (Pays du Pithiverais et Pays Grande Sologne), 2 études énergies, 2 animations santé, 1 étude de modélisation multimodale sur l'Agglomération de Tours et 1 étude sur le commerce en Brenne.

Aussi, un abondement est proposé à hauteur de 0,600 M€, portant le montant total à 1,363 M€, pour honorer les engagements de la Région en matière d'animation territoriale et solder les opérations en cours susceptibles de s'achever avant la fin de l'année.

## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2015	15250		CPER - 3 - OUTILS FINANCIERS 2015-2020	2 260 000,00	-600 000,00

Dans le cadre de la convention ADEME-Région, une enveloppe de 2,26 M€ a été votée pour l'accompagnement des investissements de rénovation énergétique chez les particuliers. Néanmoins, compte tenu de l'évolution des modalités d'intervention de la Région sur une rénovation globale du bâtiment plutôt que sur une rénovation partielle, il s'avère que le rythme prévisionnel d'engagement est inférieur au rythme initialement envisagé. Il est donc proposé de diminuer cette autorisation d'engagement (AE) de 0,600 M€.

## PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2015	15264		CPER 3 ECONOMIE CIRCULAIRE 2015-2020	600 000,00	600 000,00

Dans le cadre de la convention ADEME-Région inscrite dans le volet 3 du CPER 2015-2020, une AE d'un montant de 0,600 M€ a été ouverte en juin 2015 afin d'accompagner financièrement les projets issus de l'appel à projets Economie Circulaire. En août 2015, la loi NOTRe a confié à la Région une compétence en matière de planification et d'animation de la gestion et de la prévention des déchets. Afin de mettre en œuvre cette compétence et d'élaborer le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets, la Région souhaite faire appel à une assistance à maîtrise d'ouvrage pour un montant estimé à 0,450 M€. Il est donc proposé d'augmenter de 0,600 M€ le volume de l'AE Economie Circulaire.

Cette augmentation est neutre au sein de la convention ADEME-Région compte tenu de la diminution de l'AE 2015-15250 du programme transition énergétique ci-dessus.

## PLAN LOIRE GRANDEUR NATURE

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° Enveloppe			Date limite d'affectation	Libellés	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2016	7914	31/12/2017	CPIER 2007-2013-OUVRAGES DOMANIAUX 2016		840 000,00

Dans le cadre du CPIER 2007-2013, la Région intervenait sur la restauration et l'entretien des lits et levées de la Loire. Pour ce faire, 11 millions d'euros ont été engagés sur plus de 68 opérations. La mission de suivi de la réalisation de ces travaux par l'Etat était assurée par l'EP Loire (via une convention de mandat). Les chantiers se terminent, il reste 18 opérations en cours. Compte tenu de la faible charge de travail que ce suivi génère à l'EP Loire (avec une convention de mandat terminée), la Région propose de reprendre en régie la finalisation du suivi de ces 18 opérations, en direct avec l'Etat.

Il convient donc de solder les opérations en cours avec l'EP Loire et d'engager une convention de solde avec l'Etat à hauteur de 0,840 M€ pour les 18 opérations restant à finaliser d'où la nécessité de l'ouverture d'une AP.

## TIC ÉQUIPEMENTS ET SERVICES

### - Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
TIC EQUIPEMENTS ET SERVICES	Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	3 700 000,00	280 000,00	0,00	0,00

#### Télégestion (+ 0,219 M€)

En application de la loi Peillon, l'Éducation Nationale a transféré la responsabilité de la maintenance des 35 000 postes informatiques des lycées à la Région.

Dans ce cadre une organisation est mise en place qui s'appuie sur les équipes de la Région et celles du GIP RECIA. Dans ce sens, plusieurs postes, notamment deux d'ingénieurs, sont créés au sein du GIP RECIA qui nécessite l'augmentation de la contribution 2016. L'objectif de cette organisation est de s'appuyer sur un système centralisé, normalisé et sécurisé afin de réduire les interventions sur site et donc les déplacements.

#### Réseau Régional Haut Débit (+ 0,061 M€)

A compter de 2007, la Région a progressivement étendu aux CFA le réseau régional haut débit. L'accès au réseau régional a permis le déploiement à partir de 2011 de l'Espace Numérique de Travail (ENT) NET'O Centre permettant aux CFA de disposer d'une «boîte à outils» pour le développement de l'usage du numérique.

Pour permettre aux établissements de s'approprier pleinement les opportunités offertes par NET'O Centre, la Région a mis en place un pôle d'appui régional chargé de former et d'accompagner les équipes.

Aujourd'hui tous les CFA développent des projets intégrant le numérique.

Aussi, afin de permettre aux établissements de franchir de nouvelles étapes dans l'usage du numérique, la Région va porter à 40 Mo minimum le débit du réseau régional pour l'ensemble des CFA au cours de l'année scolaire 2016-2017.

Cette mesure représente un effort supplémentaire pour le conseil régional de 0,140 M€ par an (année complète).

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA RECHERCHE, DE  
L'INNOVATION, ET DE LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE**

# **LES DONNÉES FINANCIÈRES GLOBALES DU BUDGET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION, ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

## **AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET / OU D'ENGAGEMENT CRÉÉES OU MODIFIÉES A LA DM**

	<b>CREATIONS</b>	<b>MODIFICATIONS</b>
Autorisations de programme	1 000 000,00	7 891 000,00
Autorisations d'engagement	301 840 000,00	-1 361 500,00

## **CRÉDITS DE PAIEMENT**

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION, ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	<b>DEPENSES</b>		<b>RECETTES</b>	
	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
Investissement	48 294 588,00	7 496 000,00	7 376 944,00	-335 500,00
Fonctionnement	154 490 758,96	1 667 500,00	29 708 056,00	5 765 060,00

## **DÉTAIL PAR PROGRAMME**

### **CRÉATION ET REPRISE D'ENTREPRISES ARTISANALES**

- Les crédits de paiement

CREATION ET REPRISE D'ENTREPRISES ARTISANALES		<b>DEPENSES</b>		<b>RECETTES</b>	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
CREATION ET REPRISE D'ENTREPRISES ARTISANALES	Investissement	2 740 000,00	0,00	1 976 831,00	-300 000,00
	Fonctionnement	639 394,38	0,00	0,00	0,00

Il est proposé de diminuer de 300 000 € les recettes d'investissement, pour tenir compte du nombre décroissant de sociétés en procédures collectives par rapport aux exercices 2014 et 2015 ainsi que des reports d'échéanciers des avances remboursables pour lesquels il n'y a pas d'émission de titres de recettes sur l'exercice.

### **DÉVELOPPEMENT ET ADAPTATION DES ENTREPRISES ARTISANALES**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2016	1759		CAP ARTISANAT DEVELOPPEMENT	1 000 000,00	1 500 000,00

A mi - année, près de 90% des crédits relatifs à l'autorisation de programme CAP « Artisanat Développement », ont d'ores et déjà été affectés. Compte tenu du volume significatif de dossiers complémentaires attendu d'ici la fin de l'année, un abondement de l'autorisation de programme à hauteur de 1,5 M€ est proposé.

## **ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2015	1260		SCOP	300 000,00	300 000,00

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	Investissement	350 000,00	150 000,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	1 566 150,00	0,00	0,00	0,00

Le début d'année 2016 se caractérise par la présentation de dossiers de reprise importante sous forme de sociétés coopératives et participatives (SCOP) qui ont généré des besoins significatifs par coopérative pouvant atteindre 100 000 €. Afin de poursuivre notre politique de soutien aux SCOP qui se créent en région, il convient par conséquent d'abonder la ligne de crédits dédiée, d'ores et déjà épuisée, en augmentant de 300 000 € l'autorisation de programme et de 150 000 € les crédits de paiement afférents.

## **CAP'ASSO**

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
CAP'ASSO	Fonctionnement	9 107 700,00	1 000 000,00	0,00	0,00

Afin d'honorer le financement des dossiers CAP ASSO validé en fin d'année 2015, ainsi que les dossiers d'ores et déjà accordés et identifiés sur l'année 2016, il est proposé d'abonder la ligne CAP ASSO de 1 M€ en crédits de paiement.

## **CRÉATION ET REPRISE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET DE SERVICES**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2016	4000		CAP CREATION REPRISE CENTRE	400 000,00	700 000,00

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
CREATION ET REPRISE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	Investissement	1 750 000,00	0,00	437 750,00	-35 500,00
	Fonctionnement	152 500,00	0,00	0,00	0,00

Un volume significatif de dossiers CAP Création/Reprise complémentaire est attendu d'ici la fin de l'année et justifie, afin de pouvoir être présentés en commission, un abondement de l'autorisation de programme à hauteur de 700 000 €.

Par ailleurs, il est proposé de diminuer de 35 500 € les recettes d'investissement pour tenir compte de reports et d'aménagements d'échéanciers.



## **DÉVELOPPEMENT ET ADAPTATION DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET DE SERVICES**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2016	1262		APPEL A PROJET INNOVATION	10 000 000,00	2 000 000,00
AP	2015	1793		SEM PATRIMONIALE	2 000 000,00	41 000,00
AP	2016	1630		FRENCH TECH	2 000 000,00	300 000,00

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
DEVELOPPEMENT ET ADAPTATION DES ENTREPRISES	Investissement	17 000 000,00	-2 400 000,00	4 220 100,00	0,00
	Fonctionnement	4 897 154,00	0,00	1 906,00	0,00

Avec près de 180 candidatures reçues, l'appel à projets Innovation 2016 a connu un vif succès. Devant ce volume de dossiers particulièrement significatif et afin de donner une suite favorable aux meilleurs projets, il est proposé d'augmenter l'autorisation de programme afférente à cette opération à hauteur de 2 M€.

Afin de soutenir d'importants projets de développement industriels, la commission permanente régionale du 8 juillet dernier a validé la prise de participation supplémentaire de la Région dans le cadre de l'augmentation de capital de la SEPALE (SEM Patrimoniale d'Indre et Loire) pour un montant de 1,041 M€. Les disponibilités de l'autorisation de programme actuelle (avant DM2) s'élevant à 1 M€, il est nécessaire de procéder à son augmentation à hauteur de 41 000 € pour affecter la totalité des crédits liés à cette opération.

Dans le cadre de la démarche French Tech, le Lab'O, incubateur numérique Orléanais va prochainement se doter d'un Industry Lab qui permettra aux entreprises accompagnées par l'actuel Fab Lab d'industrialiser et de mettre sur le marché des préséries à moindre coût. Afin d'accompagner ce projet unique en France, la Région prévoit une aide à l'investissement à hauteur de 300 000 € justifiant une augmentation de l'autorisation de programme « French Tech » du même montant.

Pour répondre à la crise sans précédent que connaissent les agriculteurs, 2,5 M€ de crédits de paiement seront redéployés depuis les CAP Développement vers les CAP Flières. En fonction du nombre de dossiers qui arriveront, les crédits nécessaires seront ajustés aux besoins par virements de crédits.

Par ailleurs, à la suite des phénomènes climatiques exceptionnels ayant entraîné la crue de nombreux cours d'eau entre le 28 mai et le 5 juin 2016, la Région a réagi dès le mois de juin pour exprimer sa solidarité envers les familles, les entreprises et les collectivités les plus fragilisées, avec la mise en place d'un plan d'urgence de 8 millions d'euros. A ce titre, un financement régional a été mobilisé en soutien direct aux artisans, commerçants et PME pour une aide au ré-équipement qui vient compenser une partie de l'abattement pour vétusté appliqué dans les remboursements de sinistres par les compagnies d'assurance.

L'agglomération de Bourges souhaite également exprimer sa solidarité en faveur des acteurs économiques de son territoire en apportant une aide financière d'un montant de 100 000 € en abondement des dispositifs régionaux d'aides aux entreprises existants. Dans le cadre de l'application de la loi NOTRe et dans un souci de lisibilité de cette aide économique, la Communauté d'Agglomération de Bourges souhaite confier la gestion de

cette enveloppe à la Région. 100 000 € seront donc inscrits en recette supplémentaire sur le CAP Développement.

### **DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2014	1275		CAP CONVERSION	600 000,00	100 000,00

L'autorisation d'engagement CAP conversion doit être revalorisée de 100 000 €. En effet, cette autorisation d'engagement n'a plus que 150 000 € de crédits à affecter. Or, la politique « CAP conversion », évaluée par un cabinet extérieur fin 2015, va être adaptée afin de continuer à accompagner de façon efficace la dynamique de conversion en agriculture biologique, forte en 2015 et qui se poursuit en 2016.

### **CAP FILIÈRES**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2014	1265		CAP FILIERES - MATERIEL	10 910 000,00	-4 400 000,00
AP	2014	1266		CAP FILIERES - EXPERIMENTATION	2 400 000,00	4 800 000,00
AP	2014	1350		CAP BOVIN VIANDE 2	800 000,00	400 000,00
AP	2014	1357		CAP FORET BOIS 2	1 600 000,00	2 000 000,00

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
		CAP FILIERES	Investissement	3 005 000,00	2 900 000,00
	Fonctionnement	979 800,00	0,00	0,00	0,00

L'agriculture régionale connaît une crise sans précédent. Les conditions météorologiques ont conduit à de très mauvaises récoltes. Combinées à des cours très bas, elles vont entraîner des pertes estimées à plus de 1,3 Mrd€ pour les exploitations de notre région. Devant l'urgence de la situation, la Région a décidé dès septembre d'accompagner les agriculteurs pour les aider à réaliser un plan d'action économique et financier destiné à leur permettre d'obtenir un financement pour lancer leur campagne 2017. Cet effort sera poursuivi en 2017. Pour ceux qui pourront démarrer leur campagne la Région poursuivra son aide à travers l'appui à la réalisation d'un plan stratégique. Enfin afin d'aider les éleveurs à nourrir leurs troupeaux, une mesure expérimentale d'utilisation par les éleveurs bovins de pulpes de betterave sera mise en place. Au global, la Région déploiera 2,5 M€ de crédits au travers des CAP filières pour soutenir l'agriculture.

Plusieurs autorisations de programme CAP filières sont à ajuster à la hausse ou à la baisse afin de tenir compte de plusieurs éléments nouveaux. Le CAP bovin viande troisième génération a été voté par la commission permanente de juillet 2016. Les projets, en particulier les projets d'investissements liés à la contention, vont commencer à être déposés. L'autorisation de programme CAP bovin viande pourrait être revalorisée de 400 000 € en conséquence. Deux appels à projets FEADER sont ouverts sur la filière forêt – bois, pour les scieries et les entreprises de travaux forestiers, avec des dossiers dont les montants sont assez élevés. Il est proposé d'ajouter 2 M€ sur l'autorisation de programme CAP forêt bois. Il convient également de revaloriser de 4,8 M€ l'autorisation de programme CAP filières expérimentation – innovation, soit 1,2 M€ par an entre 2016

et 2019 afin de financer le nouveau programme Partenariat européen de l'innovation (PEI) et les volets expérimentation – transferts des CAP filières ou du programme Herbe et fourrages. Dans le même temps, il est proposé de diminuer de 4,4 M€ l'autorisation de programme CAP filières matériels dont le montant sera ramené à 6,51 M€.

Les appels à projets Plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles sont gérés en paiements associés : l'Agence de services et de paiement (ASP) paye en même temps le FEADER et les crédits Région. Ce fonctionnement impose de faire des virements périodiques à l'ASP. Il conviendrait, pour les Appels à projet 2016, d'ajouter 400 000 euros de crédits de paiement sur le programme CAP filières matériels.

## **INNOVATION ET TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE**

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
INNOVATION ET TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE	Investissement	2 977 200,00	1 720 000,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	1 974 355,01	130 000,00	0,00	0,00

Afin d'honorer le financement du volume important de dossiers CAP R&D&I validé ces trois dernières années, ainsi que les dossiers d'ores et déjà accordés et identifiés sur l'année 2016, il est proposé d'abonder la ligne CAP R&D&I de 1 020 000 € en crédits de paiement.

Un volume significatif de dossiers de Recherche & Développement collaboratives issus des pôles de compétitivité est attendu d'ici la fin de l'année et justifie, afin de pouvoir être financés, un abondement de crédits de paiement à hauteur de 700 000 €.

Il est proposé de rajouter 130 000 € de crédits de paiement sur ce programme en fonctionnement afin de solder dès 2016 des projets engagés ces dernières années.

## **DÉVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE EN RÉGION**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° Enveloppe			Date limite d'affectation	Libellés	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2016	1269	31/12/2017	PLATEFORME BRGM		1 000 000,00

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE EN REGION	Investissement	14 713 088,00	4 570 000,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	6 393 839,00	303 000,00	0,00	0,00

L'évolution des programmes de recherche Ambition Recherche Développement 2020 en cours et de leur calendrier nécessite en 2016 des crédits de paiement supplémentaires à hauteur de 4,32 M€.

Le principe d'un soutien aux plateformes expérimentales déployées par le BRGM dans le cadre du Plan d'Investissement d'Avenir de l'Etat avait été acté conjointement par la Région, le Département du Loiret et l'Agglo d'Orléans. Une réunion de concertation est prévue le 5 septembre 2016 pour finaliser la position des trois collectivités. En fonction du résultat de cette réunion, l'ouverture d'une autorisation de programme spécifique,

d'un montant maximum de 1 M€, pourrait être nécessaire. Le besoin de crédits en 2016 est estimé à 250 000 €.

Il est proposé de rajouter 303 000 € de crédits de paiement sur ce programme en fonctionnement pour prendre en compte l'impact du versement en totalité de la subvention au Studium.

### **PARTENARIATS RECHERCHE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
PARTENARIATS RECHERCHE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Fonctionnement	859 120,36	-165 500,00	0,00	0,00

La moindre consommation des crédits sur ce programme est liée à la mise en place de la Communauté d'Universités et Etablissements Leonard de Vinci, dont le périmètre élargi (interrégional) a nécessité de nouvelles concertations avant le démarrage de certaines opérations.

### **PEE ÉNERGIES NOUVELLES ET MATÉRIAUX POUR L'ÉNERGIE**

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
PEE ENERGIES NOUVELLES ET MATERIAUX POUR L'ENERGIE	Investissement	0,00	556 000,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00

Il est proposé d'augmenter de 556 000 € les crédits de paiement en investissement sur le programme CERTEM afin de financer les achats d'équipements pour les programmes de recherche dans le domaine du micro-électronique conduit par les deux universités et le CNRS en lien avec ST Microelectronics.

### **PROMOTION ET ANIMATION TOURISTIQUE**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe		Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2016	1246	CRT HORS CPER	1 853 900,00	-1 461 500,00
AP	2013	1229	CAP INNOVATION TOURISTIQUE INVESTISSEMENT	632 675,00	250 000,00

Suite à l'acompte versé au Comité Régional du Tourisme par délibération de l'Assemblée Plénière DAP n°15.04.01.D du 15 octobre 2015, versement préalable au vote du budget 2016 sur des lignes gérées en crédits de paiement, il est proposé de minorer l'Autorisation d'Engagement 2016-1246 « CRT HORS CPER » pour un montant de 1 461 560 €. Cette minoration est sans incidence en termes de crédits de paiement.

Afin d'accompagner en 2016 de nouveaux projets en matière d'innovation touristique, il est proposé d'abonder l'autorisation de programme 2013-1229 Fonds d'aide à l'innovation touristique pour un montant de 250 000 €. Cette opération est sans incidence en termes de crédits de paiement.

## FORMATION PROFESSIONNELLE ET ACCOMP. VERS L'EMPLOI

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° Enveloppe			Date limite d'affectation	Libellés	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2016	0573	31/12/2021	FINANCEMENT DES PARCOURS DES DEMANDEURS D'EMPLOIS 2017 2020		160 000 000,00
AE	2016	0574	31/12/2021	FINANCEMENT DES ACTIONS SAVOIRS DE BASE 2017 2020		32 800 000,00
AE	2016	0577	31/12/2018	CHEQUES FORMATION 2017		1 500 000,00
AE	2016	0745	31/12/2021	GESTION REMU DES BENEFICIAIRES 2017 2020		2 600 000,00
AE	2016	0925	31/12/2021	REMUNERATIONS 2017 2020		104 000 000,00
AE	2016	2981	31/12/2021	ANIMAT° ET PROFESSIONNALISAT° DES ACTEURS DE LA PLATEFORMLS		600 000,00

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
FORMATION PROFESSIONNELLE ET ACCOMP. VERS L'EMPLOI	Fonctionnement	106 554 167,00	400 000,00	29 685 150,00	5 765 060,00

Pour sécuriser les parcours de formation des demandeurs d'emploi, la Région a décidé d'agréer à la rémunération et aux droits connexes les actions de son Programme Régional de Formation 2015-2016. Le volume d'heures de formation acheté conduit à proposer d'inscrire 400 000 € de crédits de paiement supplémentaires sur l'autorisation d'engagement 2014-0925 « Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle 2015-2016 ».

Parallèlement aux dépenses engagées en faveur de la formation professionnelle continue, la collectivité mène une action volontariste pour disposer de recettes permettant de maintenir l'offre de formation voire de la développer.

Ainsi, un partenariat existe depuis plusieurs années avec l'Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées (AGEFIPH). Ce dernier permet de soutenir l'effort de la Région en termes de développement de l'accès à la formation des demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés. La participation financière de l'AGEFIPH pour 2016 s'élève à 1 118 169 € avec un objectif de 725 entrées en formation dont 75 entrées dans le cadre de la déclinaison régionale du plan « Un million de formations pour les personnes en recherche d'emploi ». Il convient donc d'inscrire cette recette au budget régional.

De la même façon, les partenaires sociaux se sont engagés très fortement à cofinancer des entrées supplémentaires prévues dans le plan « Un million de formations pour les personnes en recherche d'emploi ».

Comme cela a été présenté lors de l'Assemblée Plénière Régionale du 23 juin 2016, l'accompagnement du Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels (FPSPP) s'élève à 7 744 819 € pour l'année 2016, soit plus du doublement du montant décidé en 2015 (3 446 959 €). Il est proposé d'inscrire cette recette au budget régional à hauteur de 4 646 891,40 €. Cette somme correspond aux deux versements pouvant être potentiellement perçus par la Région d'ici le 31 décembre 2016 (la convention conclue entre le FPSPP et la Région Centre – Val de Loire prévoit que le solde pourra être versé au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2017).

Lors de l'Assemblée Plénière Régionale du 23 juin 2016, ont également été présentées les nouvelles modalités retenues par la Région en matière d'achat de formation en faveur des demandeurs d'emploi (Parcours Métiers) et dans le domaine des savoirs de base (Visas). En effet, les marchés publics actuellement conclus par la Région arrivent à

échéance le 31 décembre 2016. Pour permettre la mise en œuvre de nouvelles actions à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, une nouvelle consultation a été lancée le 12 mai 2016.

Celle-ci prend appui sur de modalités renouvelées d'achat, souples et réactives, permettant de s'adapter en continu aux évolutions des besoins des entreprises : la Région achètera désormais les actions de formation professionnelle dans le cadre de marchés « accord cadre » à bons de commande (sans mini et sans maxi). Ces futurs accords-cadres seront d'une durée d'un an, renouvelable trois fois (si les résultats sont conformes aux objectifs fixés). Ils s'appliqueront donc sur la période 2017-2020.

Il convient dès lors de créer les autorisations d'engagement afférentes :

- 2016-0573 « Parcours Métiers pour les demandeurs d'emploi 2017-2020 » : 160 000 000 €,
- 2016-0574 « Savoirs de base 2017-2020 » : 32 800 000 €,
- 2016-0925 « Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle 2017-2020 » : 104 000 000 €,
- 2016-0745 « Gestion de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle 2017-2020 » : 2 600 000 €.

Une consultation a également été lancée en 2016 afin que la Région puisse à nouveau bénéficier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, de prestations d'animation et de professionnalisation des acteurs du réseau « savoirs de base » (le marché actuel arrive à échéance le 31 décembre 2016). Dans ce cadre, il est proposé de créer l'autorisation d'engagement correspondante 2016-2981 « Animation et professionnalisation des acteurs du réseau Savoirs de base 2017-2020 » pour un montant de 600 000 €.

En parallèle des différents dispositifs déclinés ci-dessous, la Région Centre Val de Loire déploie des aides individuelles, dont :

- « le Chèque formation »,
- « le Chèque d'accompagnement à la Validation des Acquis de l'Expérience ».

Afin d'être en mesure de délivrer de telles aides dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et d'assurer ainsi la continuité de service, il est proposé de créer dès la DM2, l'autorisation d'engagement 2016-0577 « Chèque Formation 2017 » : 1 500 000 €,

### **SÉCURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° Enveloppe			Date limite d'affectation	Libellés	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2016	1755	31/12/2018	ACCOMPAGNEMENT VAE 2017		340 000,00

Afin d'être en mesure de délivrer de telles aides dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et d'assurer ainsi la continuité de service, il est proposé de créer dès la DM2, l'autorisation d'engagement 2016-1755 « Accompagnement VAE 2017 » : 340 000 €.

## **TRANSPORTS ET MOBILITÉS DURABLES**

## LES DONNÉES FINANCIÈRES GLOBALES DU BUDGET TRANSPORTS ET MOBILITÉS DURABLES

### AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET / OU D'ENGAGEMENT CRÉÉES OU MODIFIÉES A LA DM

	CREATIONS	MODIFICATIONS
Autorisations de programme	7 020 000,00	330 000,00
Autorisations d'engagement	300 000,00	

### CRÉDITS DE PAIEMENT

TRANSPORTS ET MOBILITES DURABLES	DEPENSES		RECETTES	
	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
Investissement	22 648 200,00	0,00	0,00	397 000,00
Fonctionnement	173 685 870,00	140 000,00	7 817 600,00	4 279 000,00

## DÉTAIL PAR PROGRAMME

### TRANSPORT ROUTIER DE VOYAGEURS

- Les crédits de paiement

TRANSPORT ROUTIER DE VOYAGEURS	Fonctionnement	DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
		8 622 866,00	0,00	1 524 600,00	979 000,00

Le niveau des recettes et leur répartition entre ce qui est perçu à bord de ce qui est issu des systèmes de vente SNCF a été réajusté en fonction des analyses de la première année d'exercice de reprise de gestion. Les recettes à bord sont ainsi diminuées de 0,328 M€ et celles reversées par SNCF augmentées de 1,307 M€.

### ACQUISITION, RENOUVELLEMENT DES MATERIELS ROULANTS

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2016	1176	31/12/2020	PROLONGATION RAMES Z2		7 020 000,00

- Les crédits de paiement

ACQUISITION, RENOUVELLEMENT DES MATERIELS ROULANTS		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
	Investissement	9 675 000,00	0,00	0,00	286 000,00
	Fonctionnement	7 726 200,00	0,00	1 685 000,00	0,00

Les Z2 sont des matériels qui circulent principalement sur les dessertes de l'étoile ferroviaire orléanaise. Les opérations de prolongations proposées permettront aux rames de circuler jusqu'à 5 ans de plus, soit jusqu'à 2025 maximum, dans l'attente de la livraison de matériel en vue de leur remplacement définitif. L'ouverture d'une AP est donc proposée.



Le solde de la convention d'équipement des rames circulant sur la ligne du Blanc-Argent en Dispositif d'Arrêt Automatique des Trains a généré une recette de 0,286 M€.

### INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES	Investissement	9 529 475,00	0,00	0,00	111 000,00
	Fonctionnement	600 000,00	0,00	0,00	0,00

Il est proposé l'inscription des recettes liées à un trop perçu dans le cadre des travaux de modernisation sur la ligne POLT.

### AMÉNAGEMENT, RÉNOVATION DES QUAIS ET DES GARES

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2015	1290		AMENAGEMENT BV GARE DE CHARTRES	2 300 000,00	330 000,00

A la suite de la réalisation des études Projet en 2015, le montant de l'opération de réaménagement du bâtiment voyageur, qui s'inscrit dans le projet d'aménagement du pôle d'échanges multimodal de la gare de Chartres, a été revu à la hausse et nécessite une réévaluation de l'AP de 0,330 M€, pour la porter de 2,3 M€ à 2,63 M€.

### SERVICES TER

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
SERVICES TER	Fonctionnement	149 093 000,00	0,00	4 500 000,00	3 300 000,00

Les recettes provenant de la convention TER, initialement prévues à hauteur de 4,5 M€, s'élèvent au final à 7,8 M€. Le décompte pour l'année 2015 est en effet inférieur de ce montant au devis adopté en 2014 sur lequel ont été basés les versements prévisionnels effectués par la Région à la SNCF en 2015. L'indexation du forfait de charges, pour tenir compte de l'inflation, a été nulle alors que la prévision était de +2%, générant un gain pour la Région de près de 3,5 M€. La revalorisation tarifaire a été de +2,6% (prévision à +1,2%) diminuant la contribution régionale de 1 M€. Le retard de livraison des Regio2N a permis une économie de 1,2 M€ au titre de l'IFER et du report de radiation des VO2N, la clôture de marchés d'acquisition de matériels roulants a dégagé une atténuation des charges de matériel sur les séries concernées de 0,7 M€. La baisse des barèmes de Gares et Connexions sur le financement des investissements suite à la décision de l'ARAF a généré un gain de 0,7 M€. D'autres postes de charge ont également varié à la baisse : Transport routier, Accès TER, communication commerciale, et le total des pénalités et réfections dues par la SNCF à la Région dépasse 0,4 M€.

## INTERMODALITÉ, TCSP ET CIRCULATIONS DOUCES

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° Enveloppe			Date limite d'affectation	Libellés	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2016	1159	31/12/2018	AMO SCHEMA DE MOBILITE		300 000,00

Le transfert des lignes départementales interurbaines offre à la Région l'occasion de repenser, adapter et optimiser son réseau de transport multimodal. Celui-ci devra répondre au mieux aux besoins et attentes de la population. Un marché permettant de déterminer des schémas de dessertes plus performants et les horaires du schéma qui sera retenu pour une mise en service fin 2019 sera engagé. Il est proposé d'ouvrir une AE d'un montant de 0,300 M€ en faveur de cette étude.

## AEROPORTS

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		BP	DM1 2016	BP	DM1 2016
AEROPORTS	Investissement	1 500 000,00	0,00		
	Fonctionnement	1 980 000,00	140 000,00	0,00	0,00

Il est proposé de reconduire pour 2016 la liaison aérienne avec Nice mise en place en 2015, le bilan étant positif pour une première année (taux d'occupation proche des 2/3). Comme l'an passé, l'Aéroport financera un programme de promotion et de communication qui permet de faire connaître les atouts touristiques de la région Centre-Val de Loire, et singulièrement le Berry, ainsi que les potentiels de la plateforme aéroportuaire dans une perspective de développement économique.

Le coût global des prestations de service marketing pour le compte de l'Aéroport dans les supports de communication professionnels et par des actions de communication grand public en région niçoise, et de la campagne publicitaire en région Centre-Val de Loire, en particulier dans l'Indre et le Cher, est estimé à 190 000 €.

Ne s'agissant pas d'une aide au démarrage de liaison aérienne, les collectivités intéressées par la promotion du territoire ont été sollicitées pour participer au financement des actions de communication.

La Région participera à hauteur de 140 000 €. En complément, Châteauroux Métropole a décidé de participer à hauteur de 40 000 € et la CCI de l'Indre à hauteur de 10 000 €.

**FORMATION INITIALE, LYCÉES, APPRENTISSAGE ET VIE  
CITOYENNE**

**LES DONNÉES FINANCIÈRES GLOBALES DU BUDGET**  
**FORMATION INITIALE, LYCÉES, APPRENTISSAGE ET VIE**  
**CITOYENNE**

**AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET / OU D'ENGAGEMENT CRÉÉES OU MODIFIÉES A LA DM**

	CREATIONS	MODIFICATIONS
Autorisations de programme	200 000,00	2 432 000,00
Autorisations d'engagement	700 000,00	290 000,00

**CRÉDITS DE PAIEMENT**

FORMATION INITIALE, LYCEES, APPRENTISSAGE ET VIE CITOYENNE	DEPENSES		RECETTES	
	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
Investissement	135 997 447,83	3 529 150,00	1 592 507,00	-218 600,00
Fonctionnement	232 215 930,56	-61 000,00	16 693 300,00	957 300,00

**DÉTAIL PAR PROGRAMME**

**CONSTRUCTION, AMÉNAGEMENT, RÉHABILITATION, ÉQUIPEMENT DES LYCÉES**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2016	0007		ACQUISITION, RENOUVELLEMENT, REPARATION DE BIENS	9 725 000,00	100 000,00
AE	2016	1915		PETITS EQUIPEMENTS SNE/GRDE CUISINE	148 000,00	40 000,00
AP	2008	0013		ENTRETIEN, MAINTENANCE DU PATRIMOINE ET MISE EN CONFORMITE	19 011 665,35	100 000,00
AP	2013	1955		EFFICACITE ENERGETIQUE POUR 5 LYCEES / AN	20 450 000,00	400 000,00
AP	2015	2104		ENSEMBLE LYCEES SECURITE INCENDIE	2 300 000,00	700 000,00
AP	2016	1858		LYCEES TOUCHES PAR LES INTEMPERIES DE MAI-JUIN 2016	3 000 000,00	1 000 000,00

- Les crédits de paiement

CONSTRUCTION, AMENAGEMENT, REHABILITATION, EQUIPEMENT DES LYCEES		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
	Investissement	98 666 603,83	5 354 700,00	1 227 191,00	-142 800,00
	Fonctionnement	8 137 524,54	0,00	7 420 000,00	398 600,00

Il est demandé des abondements des autorisations de programme et d'engagement suivantes :

- 0,100 M€ pour l'AP 2016 0007 « acquisitions renouvellement et réparations de biens meubles » portant son montant à 9 825 000 € afin d'accompagner plus fortement la prise en charge de la maintenance informatique des lycées.
- 1 M€ pour l'AP 2016 1858 « lycées touchés par les intempéries de mai-juin 2016 » portant cette AP à 4 M€. En effet, les investigations et estimations pour les réparations se sont poursuivies au-delà du 23 juin 2016 date de la DM1. Il est aujourd'hui acquis que nos dépenses pour les lycées Verdier de Montargis et Le Chesnoy d'Amilly et le CFA Est Loiret avoisineront les 4 M€. Toutes les démarches sont faites auprès des assureurs pour nous garantir la meilleure indemnisation.

Compte tenu de l'urgence, il convient également d'abonder l'AP 2016 1858 de 1 M€ portant ainsi son montant de 3 M€ à 4 M€.

- 0,100 M€ pour l'AP 2008 0013 « entretien, maintenance du patrimoine et mise en conformité » portant son montant à 19 111 665 € afin de pouvoir abonder l'affectation « réfection des réseaux extérieures et clôtures du lycée Blaise PASCAL » qui avait été mal estimée et pour laquelle des diagnostics ont permis de préciser l'ampleur des réparations à opérer.
- 0,400 M€ pour l'AP 2013 1955 « efficacité énergétique » portant son montant 20 950 000 € afin de pouvoir abonder l'opération « travaux d'amélioration de la performance énergétique au lycée Val de Cher » qui va opérer un changement important sur la production de chaleur pour le lycée puisqu'il sera pour partie alimenté par de la géothermie.
- 0,700 M€ pour l'AP 2015 2104 « ensemble des lycées sécurité incendie » portant son montant à 3 M€ afin d'enclencher les opérations de réfection des SSI du lycée Pasteur et du lycée Pierre et Marie Curie.
- 0,040 M€ pour l'AE 2016 1915 « petits équipements SNE / grande cuisine » portant son montant à 0,240 M€ afin de pouvoir engager des dépenses de petits équipements non prévues notamment pour la phase de prise en charge par le service du numérique éducatif des premiers EPLE.

Il est proposé d'inscrire 5,354 M€ de crédits de paiement en investissement afin de répondre particulièrement aux dépenses imprévues associées aux inondations de mai 2016 et aux chantiers et achats d'équipements pour les lycées.

- Recettes :

Il est proposé d'inscrire :

- Une baisse globale des recettes d'investissement de 0,143 M€ correspondant à l'annulation de l'acompte ANRU pour le lycée Marguerite de Navarre qui sera reporté en 2017.
- Une hausse globale des recettes de fonctionnement pour 0,398 M€ correspondant :
  - aux produits financiers des opérations en mandat pour la restructuration des ateliers du lycée Jean Mermoz, la restructuration des bâtiments A et I du lycée Benjamin Franklin et la construction du lycée agricole du Subdray
  - au malus versé par la société Eifficentre pour les résultats obtenus en année 2015.

### **FINANCEMENT DES LYCÉES**

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
FINANCEMENT DES LYCEES	Fonctionnement	44 792 593,99	0,00	8 793 000,00	411 600,00

- Recettes :

Il est proposé d'inscrire une hausse des recettes de fonctionnement de 0,412 M€ correspondant notamment:

- à une hausse des recettes du reversement pour participation des familles aux frais de rémunération des agents affectés au service d'hébergement-restauration,
- au versement du protocole transactionnel pour dédommagement de la collectivité suite au sinistre de la charpente du gymnase du lycée En Forêt.

### MOBILITÉ DES LYCÉENS

- Les crédits de paiement

		DÉPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
MOBILITE DES LYCEENS	Fonctionnement	2 199 547,45	0,00	100 000,00	147 100,00

Il est proposé d'augmenter les recettes de fonctionnement de 0,147 M€ correspondant au solde de la convention ERASMUS 2014 et à un acompte de la convention 2016.

### CONSTRUCTION, AMÉNAGEMENT, RÉHABILITATION, ÉQUIPEMENT DES CFA

- Les crédits de paiement

		DÉPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
CONSTRUCTION, AMENAGEMENT, REHABILITATION, EQUIPEMENT DES CFA	Investissement	9 971 200,00	806 300,00	0,00	0,00

Il est proposé d'augmenter les crédits de paiement relatifs aux opérations immobilières de 0,806 M€, afin de prendre en compte l'état d'avancement de deux opérations : achèvement du BIO3 à Tours (Université) et la restructuration partielle du CFA de l'Agglo d'Orléans.

### FINANCEMENT DES CFA

- Les crédits de paiement

		DÉPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
FINANCEMENT DES CFA	Investissement	2 160 650,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	64 099 608,00	-61 000,00	0,00	0,00

Il est proposé de transférer 0,061 M€ vers le budget « solidarités territoriales, transition écologique, stratégies », programme « TIC équipements et services : GIP RECIA- réseau régional haut débit 3 », afin d'assurer le financement de la montée en puissance du réseau haut débit dans les CFA ; la Région ayant acté lors de l'adoption du rapport « construire l'apprentissage de demain » (délibération DAP n° 16.03.08) de porter à 40 Mo minimum le débit dans les CFA, afin d'accompagner le développement de l'usage des TIC dans les pratiques pédagogiques.

### DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° Enveloppe			Date limite d'affectation	Libellés	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2016	1665	31/12/2019	DEMOCRATIE PARTICIPATIVE		400 000,00

Il est proposé de créer une autorisation d'engagement "Démocratie Participative" 2016-1665 à hauteur de 400 000 €, pour 4 ans. Ce programme permettra l'accompagnement d'expérimentations et de laboratoires de concertation, l'aide à des projets de participation citoyenne, le soutien à des structures ayant un programme d'actions de progrès démocratique et le financement d'initiatives citoyennes, sur le territoire régional.

Il n'est pas prévu de crédits de paiement supplémentaires pour 2016.

### **CONSTRUCTION, AMÉNAGEMENT, RÉHABILITATION, ÉQUIPEMENT DES EFSS**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2015	18211		CG18 - POLE DE FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES DE BOURGES	780 000,00	52 000,00

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
CONSTRUCTION, AMENAGEMENT, REHABILITATION, EQUIPEMENT DES EFSS	Investissement	3 172 200,00	-889 750,00	0,00	0,00

Il est proposé d'abonder de 0,052 M€ l'autorisation de programme 2015-18211 « Pôle de Formations Sanitaires et Sociales de Bourges », afin de permettre le financement des derniers travaux liés à l'installation des écoles de la Croix-Rouge, du Centre Hospitalier de Bourges et de l'École régionale du Travail social.

Il convient de réduire les crédits de paiement de 0,889 M€, afin d'ajuster le budget avec le calendrier de lancement des travaux des Instituts de formation en soins infirmiers d'Amboise et de Châlette-sur-Loing.

### **DÉVELOPPEMENT DU DOMAINE DE CHAUMONT SUR LOIRE**

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
DEVELOPPEMENT DU DOMAINE DE CHAUMONT SUR LOIRE	Investissement	565 000,00	-248 200,00	332 000,00	-75 800,00
	Fonctionnement	2 010 000,00	0,00	1 000,00	0,00

Il est proposé de retenir :

- Une baisse des crédits de paiement d'investissements de 0,248 M€ afin d'ajuster les décaissements au regard des travaux engagés pour les opérations de mises en sécurité du site et au décalage de la mise en œuvre de la prochaine commande artistique ainsi que du programme *Chaumont développement 2*.

En recettes, il est proposé une diminution de 0,076 €, correspondant à la liquidation des subventions obtenues pour la réalisation du programme de *Chaumont Développement* pour lesquelles certains proratas ont été opérés en raison de dépenses inférieures aux prévisions.

## MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

Type AP	n° Enveloppe		Date limite d'affectation	Libellés	Total AP avant DM2	Montant DM 2 2016
AP	2016	1672	31/12/2018	EQUIPEMENT FRICHE ANTREPEAUX		100 000,00

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE	Investissement	5 625 372,00	-700 000,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	997 129,58	0,00	0,00	0,00

Il est proposé de créer une autorisation de programme pour soutenir l'équipement de la friche Antrepeaux à Bourges à hauteur de 0,100 M€. La première phase de travaux du site concernant le centre d'art du Transpalette se termine cette année avec une inauguration en octobre.

Il est proposé de retenir :

- Une baisse des crédits de paiement en investissement de 0,700 M€ correspondant notamment à l'ajustement des engagements régionaux à l'avancée des projets inscrits au CPER (Maison de la Culture de Bourges).

## DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL DE LA CULTURE

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2016	0006		OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT LOCAL	120 000,00	80 000,00

Un abondement de l'autorisation de programme pour soutenir des opérations de développement local est proposé, permettant d'ajuster le budget à la réalité des soutiens approuvés ou sollicités et d'intégrer le webdocumentaire sur la Loire, à hauteur de 0,080M€.

## FRAC

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

Type AP	n° Enveloppe		Date limite d'affectation	Libellés	Total AP avant DM2	Montant DM 2 2016
AE	2016	1474	31/12/2018	FRAC BIENNALE ARCHITECTURE 2017 FCT		300 000,00
AP	2016	1473	31/12/2018	FRAC BIENNALE ARCHITECTURE 2017 INV		100 000,00

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
FRAC	Investissement	740 000,00	-500 000,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	1 191 800,00	0,00	19 300,00	0,00

Il est proposé d'ouvrir une autorisation de programme à hauteur de 0,100 M€ et une autorisation d'engagement à hauteur de 0,300 M€ pour contribuer au financement d'une biennale d'architecture qui se déroulera à l'automne 2017. Portant sur le thème « Marcher dans le rêve d'un autre », cette nouvelle manifestation d'envergure sera dédiée à l'architecture, ce qui est unique en France, et s'inscrira dans le réseau des



biennales/triennales/Festivals internationaux d'architecture. Cette première édition questionnera des notions qui traversent la collection et l'histoire du FRAC Centre-Val de Loire : prospective, innovation, expérimentation. Permettant d'attirer un public important dans les Turbulences et dans la Ville d'Orléans, elle valorisera aussi la diffusion de la création architecturale sur tout le territoire régional. Des œuvres, qui intégreront la collection du FRAC et seront exposées en région, seront produites par des architectes invités à cette manifestation.

Il est proposé de retenir une baisse des crédits de paiement en investissement de 0,500 M€. La mise aux normes de l'hygrométrie du FRAC doit faire l'objet d'analyses complémentaires, elle est donc reportée.

### **SOUTIEN AUX SPORTS DE HAUT NIVEAU ET À SON ACCES**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2016	1487		SPORTS : PARTENARIATS	987 000,00	250 000,00

Du fait de performances exceptionnelles de clubs de haut niveau partenaires de la Région, les subventions qui leur sont attribuées doivent être réévaluées à la hausse. Il s'agit en particulier d'Orléans Loiret football qui retrouve la Ligue 2 après une année de relégation, des clubs de handball de l'Union Sportive Saran et du Chambray Touraine, et des clubs de basketball de l'Avenir Basket de Chartres, de l'ADA Blois et de l'Union Tours Basket Métropole. Les saisons sportives et les championnats débutant en septembre, dans un souci d'antériorité de l'aide aux actions, il convient d'abonder l'autorisation d'engagement 2016 - 1487 de 0,250 M€ et donc de la porter à 1,237 M€.

### **SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT ET À LA STRUCTURATION DES PRATIQUES SPORTIVES FÉDÉRALES**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2016	0458		AIDE A L'EQUIPEMENT DES CLUBS	1 200 000,00	-64 000,00

Cette saison sportive a été marquée par une baisse des demandes au titre de l'aide à l'équipement des clubs. Cette inflexion s'observe plus particulièrement sur le soutien à l'achat de véhicules. Elle s'explique par la diminution de l'aide apportée par la Fédération Française de Football à ses clubs pour l'achat de minibus et qui vient en complément de celle accordée par la Région. Elle a été réduite en 2016 du fait de l'Euro de football mais devrait être renouvelée à partir de 2017. Pour cette raison, l'autorisation de programme 2016-0458 doit être minorée de 0,064 M€.

### **FINANCEMENT D'INSTALLATIONS SPORTIVES**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2016	0459		CONSTRUCTIONS INSTALLATIONS SPORTIVES	1 500 000,00	64 000,00

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
FINANCEMENT D'INSTALLATIONS SPORTIVES	Investissement	3 070 419,00	-293 900,00	33 316,00	0,00
	Fonctionnement	77 625,00	0,00	0,00	0,00

La demande de soutien des collectivités au titre des installations sportives étant plus importante que le montant prévu au moment du BP, il est proposé de l'augmenter de 0,064 M€.

Du fait notamment de l'abandon par la ville de Fleury les Aubrais de sa salle de handball, il convient de modifier la programmation des crédits de paiement en investissement et les minorer de 0,294 M€.

**EUROPE**

## LES DONNÉES FINANCIÈRES GLOBALES DU BUDGET EUROPE

### AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET / OU D'ENGAGEMENT CRÉÉES OU MODIFIÉES A LA DM

	CREATIONS	MODIFICATIONS
Autorisations de programme		-7 554 590,78
Autorisations d'engagement		-2 820 335,11

### DÉTAIL PAR PROGRAMME

#### PROGRAMMATION 2007-2013 (PCE)

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2008	8013		MESURE 311 FSE 2007-2013	2 250 000,00	-314 981,38
AE	2008	8015		MESURE 431 FSE 2007-2013	318 800,00	-8,13
AE	2008	8016		MESURE 433 FSE 2007-2013	150 000,00	-31 767,59
AP	2008	8020		MESURE 12 FEDER 2007-2013	10 275 000,00	-280 109,79
AP	2008	8021		MESURE 14 FEDER 2007-2013	15 400 000,00	-651 112,40
AP	2008	8022		MESURE 16 FEDER 2007-2013	12 160 000,00	-817 046,93
AP	2008	8023		MESURE 17 FEDER 2007-2013	13 115 000,00	-798 198,73
AP	2008	8024		MESURE 211 FEDER 2007-2013	10 500 000,00	-726 201,19
AP	2008	8025		MESURE 212 FEDER 2007-2013	5 500 000,00	-2 478 842,20
AP	2008	8026		MESURE 22 FEDER 2007-2013	16 710 000,00	-1 652 809,07
AP	2008	8027		MESURE 33 FEDER 2007-2013	2 630 000,00	-150 270,47
AE	2008	8006		MESURE 112 FSE 2007-2013	858 683,00	-63 791,49
AE	2008	8007		MESURE 121 FSE 2007-2013	9 685 000,00	-245 949,32
AE	2008	8008		MESURE 123 FSE 2007-2013	515 000,00	-15 130,59
AE	2008	8009		MESURE 124 FSE 2007-2013	30 000,00	-99,18
AE	2008	8010		MESURE 131 FSE 2007-2013	6 613 709,00	-267 309,04
AE	2008	8011		MESURE 221 FSE 2007-2013	26 858 808,00	-2 075 621,90
AE	2008	8012		MESURE 222 FSE 2007-2013	1 790 000,00	-105 676,49

Il n'est plus possible de programmer ni de payer au titre de la programmation 2007-2013. Dès lors, les autorisations d'engagement (AE) et de programme (AP) sont ajustées afin de correspondre aux montants définitifs des paiements réellement effectués. Le rapport de clôture dont la responsabilité relève du Préfet de Région sera transmis à la Commission Européenne dans le courant du second semestre 2016. Au regard de ces éléments, la Commission pourra notifier la clôture définitive en 2017, voire en 2018 au plus tard. Il sera alors nécessaire de clôturer les AP et AE rattachées au programme « Programmation 2007-2013 (PCE) ».

## **PROGRAMMATION 2014-2020 (PCE)**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2015	9068		POILOIRE PI6C 05 - TOURISME NOUVELLES DESTINATIONS	1 400 000,00	-600 000,00
AP	2015	9019		POILOIRE PI6C 05 - TOURISME NOUVELLES DESTINATIONS	400 000,00	400 000,00
AP	2015	9020		POILOIRE PI6C 06 - TOURISME ITINERANCES VELOURUTES	3 850 000,00	400 000,00
AP	2015	9021		POILOIRE PI6C 08 - TOURISME INNOVATION PROMOTION	500 000,00	-200 000,00
AE	2015	9071		POILOIRE PI6D 09 - BIODIVERSITE CONNAISSANCES RECHERCHES	3 000 000,00	-500 000,00
AE	2015	9073		POILOIRE PI6D 12 - BIODIVERSITE CONT. ECO. MIGRATEURS	1 500 000,00	500 000,00
AE	2015	9086		POILOIRE PI6D 10 - BIODIVERSITE INTERACTIONS	3 000 000,00	-500 000,00
AE	2015	9087		POILOIRE PI6D 13 - BIODIVERSITE CONT. ECO. LIT	500 000,00	500 000,00

Sur le Programme opérationnel interrégional Loire, les modifications suivantes sont proposées :

- En investissement, une augmentation de 0,400 M€ de l'AP 2015-9020 (Tourisme Itinérances Véloroutes) et une augmentation de 0,400 M€ de l'AP 2015-9019 (Tourisme nouvelles destinations). Cette revalorisation est compensée par la réduction de l'AP 2015-9021 (Tourisme innovation promotion) pour un montant de 0,200 M€ et par la réduction de l'AE 2015-9068 (Tourisme nouvelles destinations) de 0,600 M€.
- En fonctionnement, il est proposé une augmentation de 0,500 M€ des AE 2015-9073 (Biodiversité – Continuité migrateurs) et 2015-9087 (Continuité écologique). Ces montants sont compensés par une réduction des AE 2015-9071 (biodiversité connaissances recherches) et 2015-9086 (biodiversité interactions), à hauteur de 0,500 M€.

Au final ces mouvements sont proposés à périmètre financier constant au niveau du Programme budgétaire et permettent d'ajuster les crédits compte tenu de la nature des opérations programmées au titre du Programme Opérationnel Interrégional Loire.

## **ASSISTANCE TECHNIQUE**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2015	1399		ASSISTANCE TECHNIQUE FEDER LOIRE (D)	300 000,00	300 000,00

Une augmentation de l'AE 2015-1399 « Assistance technique FEDER Loire » de 0,300 M€ est proposée afin de couvrir les dépenses nécessaires à la mise en œuvre du Programme Opérationnel Interrégional Loire. Ces dépenses bénéficient de crédits communautaires spécifiques pour soutenir l'autorité de gestion d'un programme opérationnel.

## **B - OPTIMISATION DES RESSOURCES**

## LES DONNÉES FINANCIÈRES GLOBALES DU BUDGET OPTIMISATION DES RESSOURCES

### AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET / OU D'ENGAGEMENT CRÉÉES OU MODIFIÉES A LA DM

	CREATIONS	MODIFICATIONS
Autorisations de programme		1 000 000,00
Autorisations d'engagement		

### CRÉDITS DE PAIEMENT

OPTIMISATION DES RESSOURCES	DEPENSES		RECETTES	
	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
Investissement	82 488 398,60	17 930 000,00	192 533 161,00	21 789 063,52
Fonctionnement	164 976 151,13	4 530 881,58	841 864 916,50	3 479 208,06

## MOYENS GÉNÉRAUX DE L'ADMINISTRATION

### BATIMENTS

- Les crédits de paiement

BATIMENTS		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
	Investissement	173 755,70	100 000,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	3 898 079,81	0,00	0,00	216 200,00

Un besoin complémentaire de 100 000 € est nécessaire pour payer les dépôts de garantie des nouveaux locaux Espaces Région Centre-Val de Loire, dont les baux seront actés avant fin 2016.

Les remboursements de sinistres sur l'ensemble des bâtiments s'élèvent à 216 200 €.

### SYSTÈMES D'INFORMATION

- Les crédits de paiement

SYSTEMES D'INFORMATION		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
	Investissement	1 944 286,43	280 000,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	2 973 372,54	0,00	0,00	3 200,00

Dans la cadre du PDSI des crédits complémentaires à hauteur de 0,280 M€ seront nécessaire entre autres pour la mise en œuvre des projets suivants :

Projet « Transfert des compétences transports » : 0,08 M€

- Chefferie de Projet « SI Transports » pour l'accompagnement de la DTMD dans l'étude et la mise en œuvre du nouveau SI Transports.
- Chefferie de Projet « Architecture réseau » pour l'étude d'architecture technique (réseau et télécom) et le suivi des raccordements et travaux de câblage des nouveaux ERC.

Projet « Portail Subventions » : 0,08 M€ TTC

- Connecteur GED : acquisition et prestations de mise en œuvre du connecteur entre la GED Alfresco et l'application de gestion des subventions Progos permettant l'automatisation du transfert des documents (pièces jointes) et saisie des méta-données issus du portail vers la GED.
- Chefferie de Projet GED Alfresco
  - o Transfert de compétences au chef de projet applicatif Région (non réalisé compte-tenu de l'absence prolongé de l'agent pour arrêt maladie)
  - o Etude et mise en œuvre du connecteur entre la GED Alfresco et Progos

Projet « Systèmes d'Information Décisionnel » : 0,120 M€

- Périmètre Achats : 0,05 M€
- Périmètre Europe : 0,07 M€

La Région va percevoir 0,003 M€ de recettes au titre de pénalités dans le cadre des prestations de service.

### FRAIS D'ASSEMBLÉE

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
FRAIS D'ASSEMBLEE	Fonctionnement	5 578 964,45	-100 000,00	0,00	0,00

L'augmentation du point d'indice de 0.6 % au 1<sup>er</sup> juillet 2016 nécessite une inscription de crédits à hauteur de 70 000 € pour les indemnités des conseillers régionaux.

Au vu des prévisions de consommations, il est proposé de diminuer les indemnités et frais de déplacement des membres du CESER pour 170 000 €.

### FRAIS D'ADMINISTRATION

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
FRAIS D'ADMINISTRATION	Investissement	122 860,00	40 000,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	2 033 461,82	0,00	0,00	69 000,00

La chefferie de projet fonctionnel pour le projet de Gestion Electronique de Documents a été prolongée. Il est nécessaire d'augmenter les crédits de 40 000 €.

Dans le cadre de différents contentieux, la Région va percevoir des recettes à hauteur de 69 000 €.

### ÉTUDES

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
ETUDES	Fonctionnement	468 250,00	-88 000,00	0,00	0,00



Au vu des prévisions de consommations, il est proposé de diminuer les frais d'études de 88 000 €.

## MOYENS GENERAUX FINANCIERS

### FISCALITÉ DIRECTE

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
FISCALITE DIRECTE	Fonctionnement	0,00	0,00	178 873 046,00	255 007,00

Le produit de la fiscalité directe, composée par la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), la péréquation des ressources régionales postérieures à la taxe professionnelle et les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER), peut être ajusté en fonction des montants notifiés par l'Etat ainsi que des anticipations réalisées à partir des données macroéconomiques constatées sur le territoire national depuis le début de l'exercice.

Si le produit de **la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** est en baisse de 0,76 % (soit - 1,108 M€) par rapport à l'exercice précédent, il demeure légèrement supérieur aux anticipations (+ 0,390 M€ soit un produit total égal à 144,703 M€). A la différence de la CVAE, le montant définitif **des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER)** n'a pas encore été notifié. Cependant, et compte tenu de l'indexation sur l'inflation constatée l'année *n* du produit de l'IFER « matériel roulant », celui-ci peut être anticipé sur la base de l'inflation prévue par le Gouvernement dans le Programme de stabilité 2016-2019 à la Commission européenne en avril dernier (+ 0,1 % au cours de l'exercice). Le produit des IFER serait légèrement inférieur aux prévisions (- 0,135 M€, soit 31,587 M€).

### FISCALITÉ INDIRECTE

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
FISCALITE INDIRECTE	Fonctionnement	0,00	0,00	261 775 932,50	3 038 809,00

Si le montant définitif du produit de **la ressource régionale pour l'apprentissage (RRA)** ne sera notifié qu'à la fin de l'exercice, il peut d'ores et déjà être ajusté de l'estimation du produit de la part dynamique de la ressource – assise sur le dynamisme de la masse salariale privée – (+ 1,686 M€) et du montant d'un reliquat correspondant à l'exercice précédent (+ 0,173 M€), soit un produit toutes parts confondues égal à 70,120 M€. De la même manière, le produit de **la compensation de l'Etat au titre des primes aux employeurs d'apprentis** peut être *a minima* ajusté du montant d'un reliquat perçu au titre de l'exercice précédent (+ 1,179 M€, soit 18,171 M€).

### PARTICIPATIONS, DOTATIONS ETAT

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
PARTICIPATIONS/DOTATIONS ETAT	Investissement	0,00	0,00	36 243 200,00	779 063,52
	Fonctionnement	0,00	0,00	397 593 938,00	-689 769,00

Les notifications adressées au cours de l'exercice par l'Etat à la Région Centre-Val de Loire nécessitent d'ajuster le montant de ses dotations en section de fonctionnement comme en section d'investissement.

Sous l'effet du plan de redressement des comptes publics auquel les collectivités territoriales sont associées, le montant de **la dotation globale de fonctionnement (DGF)** est en baisse de 8,62 % par rapport à l'exercice 2015 (- 18,763 M€, soit 198,817 M€). Le produit total de la dotation globale de fonctionnement, déduction faite de la contribution régionale au redressement des comptes publics plus importante que prévu (- 0,720 M€), auquel s'ajoute le montant de la dotation perçue au titre des permanents syndicaux (+ 0,030 M€), s'élève en définitive à 198,848 M€ (soit - 0,689 M€).

En section d'investissement, le produit du **fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)** est supérieur aux prévisions. Compte tenu du niveau des dépenses éligibles réalisées au cours de l'exercice 2015, le produit du FCTVA est égal à 14,236 M€ (+ 0,779 M€, soit + 3,95 % par rapport à l'exercice précédent).

### **DETTE ET TRÉSORERIE**

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
DETTE ET TRESORERIE	Investissement	76 800 000,00	17 510 000,00	156 245 121,00	21 010 000,00
	Fonctionnement	16 531 136,10	3 500 000,00	0,00	0,00

**En termes de gestion de l'encours existant**, une opportunité de refinancement est apparue courant 2016. L'opération envisagée consiste en un refinancement d'une ligne taux fixe de 17,510 M€ vers un index monétaire en date d'effet au 30/12/2016. Les gains financiers attendus sur cette opération se chiffrent actuellement à 0,580 M€.

Dans l'objectif de lancer, au dernier trimestre 2016, la consultation bancaire correspondante à ce refinancement, il est proposé d'inscrire les crédits afférents à celle-ci, soit :

- s'agissant du capital restant dû remboursé par anticipation puis refinancé, un montant de 17,510 M€ en recettes et dépenses d'investissement
- S'agissant de l'indemnité de remboursement anticipé, celle-ci est actuellement chiffrée à 2,9 M€, elle sera recalculée de manière définitive à l'occasion du lancement de l'opération de refinancement. De manière à anticiper une éventuelle baisse des taux d'intérêts ayant pour conséquence une revalorisation à la hausse de cette indemnité (mais également une hausse des gains espérés sur ce refinancement), il est proposé de calibrer cette indemnité au maximum à 3,5 M€.

### **AUTRES MOUVEMENTS BUDGÉTAIRES**

- Les autorisations de programme et d'engagement créées ou modifiées

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2016	1001		DEPENSES IMPREVUES	1 000 000,00	1 000 000,00

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
AUTRES MOUVEMENTS BUDGETAIRES	Investissement	2 950 000,00	0,00	44 840,00	0,00
	Fonctionnement	2 750 539,83	334 881,58	0,00	186 761,06

L'AP DEPENSES IMPREVUES a été entièrement mobilisée pour verser les aides aux familles sinistrées par les inondations. Il convient donc de l'abonder d'1 M€.

En dépense, il est prévu 0,335 M€ pour les admissions en non-valeur.

Il est proposé l'inscription d'une recette SOFIMAC de 186 761,06 M€, correspondant à la restitution à la Région par le fonds Croissance 2 de SOFIMAC de sa part dans la cession de parts pour 4.4 M€ en 2016. Ce qui représente une quote-part de remboursement pour la Région de 127 433,63 K€. Un premier remboursement est intervenu en début d'année 2016 et a donné lieu à l'émission d'un titre de recette de 59 327,43 €. Il est proposé d'inscrire ces deux recettes pour un montant total de 186 761,06 €.

## RESSOURCES HUMAINES

### MASSE SALARIALE

- Les crédits de paiement

		DEPENSES		RECETTES	
		TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016	TOTAL DES CREDITS AVANT DM	DM 2 2016
MASSE SALARIALE	Fonctionnement	118 452 212,43	884 000,00	3 105 000,00	400 000,00

L'entrée en vigueur d'un certain nombre de mesures réglementaires génère, dès 2016, des **dépenses supplémentaires sur le programme Masse salariale** du budget de la collectivité.

Ainsi, les transferts de compétences issus de la loi NOTRe vont produire leur premiers effets dès les prochains mois. Il est donc nécessaire de procéder aux premières créations de postes transférés et d'abonder le budget RH de 2016 de **37 400 €** correspondant aux rémunérations sur les recrutements qui interviendront avant la fin de l'année :

- Au titre de la **planification des déchets** : création d'un poste de catégorie A
- Au titre des **transports routiers interurbains et scolaires** : création de deux postes de catégorie A et d'un poste de catégorie B dont le recrutement devrait intervenir à compter de novembre 2016.

Par ailleurs, compte tenu des recrutements intervenus (ou devant intervenir en 2016) et qui n'avaient pas fait l'objet d'inscription dans le cadre du BP 2016, il est nécessaire d'abonder le budget RH d'un montant de **156 600 €** :

- Au titre de la **formation professionnelle des publics spécifiques** : création et recrutement de 2 agents de catégorie A ;
- dans le cadre de l'article 103 de la loi NOTRe, relatif à **l'affirmation de la responsabilité des Régions en matière culturelle** : création de 4 postes,

- dans le cadre du **transfert de la gestion des fonds européens** (transferts des postes échelonnés entre novembre 2014 et janvier 2017), le recrutement de 2 agents de catégorie B à compter de novembre 2016,
- dans le cadre **du plan « travailler et vivre ensemble », recrutement d'un poste de psychologue du travail.**

Enfin, il est nécessaire d'augmenter la masse salariale de la Région de **690 000 €** compte tenu :

- de l'augmentation du point d'indice à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016, dont l'impact pour le budget RH représente **350 000 €** : en effet, l'augmentation du point d'indice impacte le traitement indiciaire brut des agents ainsi que tous les éléments de rémunérations calculés à partir du point d'indice, y compris l'augmentation des charges patronales correspondante,
- de l'augmentation de la masse salariale due aux premières mesures du protocole national PPCR (parcours professionnels carrières et rémunération) pour un montant de **340 000 €.**
- Les recettes

Le **programme Masse salariale intègre également des recettes** qui correspondent aux remboursements perçus sur les charges et rémunérations de personnel, notamment au titre de l'assurance Risque Statutaire.

Le maintien d'un haut niveau de remboursements Risques statutaires constaté depuis le début de l'année 2016 devrait se poursuivre : ainsi, sur les 95 sinistres survenus en 2016, et sur une vingtaine de dossiers datant de 2014 et 2015 finalisés en 2016, des **remboursements supplémentaires sont attendus, pour un montant de 400 000 €.**

Il est donc nécessaire d'intégrer ces recettes supplémentaires, dans le cadre de la présente décision modificative.

**C – Dispositions diverses**

## Remises gratuites

Dans le cadre de la rémunération de la formation professionnelle continue, huit remises gratuites transmises par l'intermédiaire de l'ASP pour un montant total de 7 139,11 €, sont accordées à :

- Monsieur DANI Nabile pour un montant de 1 108,52 €,
- Monsieur AHAMADA Msaidie pour un montant de 401,09 €,
- Madame MARET Stéphanie pour un montant de 41,38 €,
- Monsieur DJELASSI Nadji pour un montant de 3 151,41 €,
- Madame MALABAT Vanessa pour un montant de 891,08 €,
- Monsieur COSTA DESNEUX André pour un montant de 422,07 €,
- Monsieur AYONG François pour un montant de 121,65 €
- Monsieur BAUDIC Madignan pour un montant de 1 001,91 €.

Dans le cadre de l'attribution d'une bourse sanitaire, une remise gratuite transmise par l'intermédiaire de l'ASP est accordée à Madame LE TENAFF Marie-Anne pour un montant de 691,91 €.

## Admissions en non valeurs

Les admissions en non-valeur et les créances éteintes suivantes sont accordées pour un montant de 115 590,67 €.

Les admissions en non-valeur s'élèvent à 4 511,96 € :

NOM	TITRES DE RECETTE	MOTIFS D'IRRECOUVRABILITE	NATURE DE LA CREANCE	MONTANT DE LA CREANCE
CARUANA GAËLLE	7540/2014 = 512,32 €	REVENU INSAISSABLE	REMBOURSEMENT SALAIRE	512,32 €
BADAIRE CLAUDE	6318/2015 = 489,58 € 7134/2015 = 206,14 €	REVENU INSAISSABLE	REMBOURSEMENT SALAIRE	695,72 €
BELLOIS DAVID	7224/2012 = 147,50 € 356/2013 = 147,50 € 1220/2013 = 1 917,50 €	REVENU INSAISSABLE	CREATEM	212,50 €
CARUANA GAËLLE	7540/2014 = 512,32 €	REVENU INSAISSABLE	REMBOURSEMENT SALAIRE	512,32 €
ITIER MEHDI	56/2015 = 294,65 € 2853/2015 = 796,77 €	REVENU INSAISSABLE	REMBOURSEMENT SALAIRE	1 091,42 €
				<b>4 511,96 €</b>

Les créances éteintes s'élèvent à 111 078,71 € :

NOM DE L'ENTREPRISE	TITRES DE RECETTE	MOTIFS D'IRRECOUVRABILITE	NATURE DE LA CREANCE	MONTANT DE LA CREANCE
ALTERNOR	3766/2015 = 1 092,50 € 4017/2015 = 19 665,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CAP CREATION	20 757,50 €

AYROL DAVID	1020/2013 = 250,00 € 3071/2013 = 750,00 € 5428/2013 = 750,00 € 7641/2013 = 750,00 € 868/2014 = 750,00 € 3046/2014 = 750,00 € 5033/2014 = 750,00 € 4014/2015 = 5 250,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CREATEM	10 000,00 €
BOULANGER DG	3060/2013 = 1 000,00 € 5416/2013 = 1 000,00 € 7630/2013 = 1 000,00 € 857/2014 = 1 000,00 € 3037/2014 = 1 000,00 € 5304/2014 = 8 000,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CREATEM	13 000,00 €
CORNUAU STEPHANE	290/2004 = 544,26 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CREATEM	544,26 €
GUERRE JEAN- DANIEL	1476/2009 = 159,95 € 15594/2009 = 228,50 € 3494/2010 = 228,50 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CREATEM	616,95 €
L'ALCHIMIE SARL	5967/2014 = 250,00 € 6456/2014 = 250,00 € 7144/2014 = 250,00 € 7514/2014 = 11 500,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CREATEM	12 250,00 €
MF 28	3378/2015 = 2 961,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CAP CREATION	2 961,00 €
SARL BAILLARGEAUX- MALICORNET	5246/2015 = 2 856,00 €	CREANCE IRRECOUVRABLE	CAP CREATION	2 856,00 €
SARL MANOIR DE RESTIGNE	431/2016 = 19 170,00 €	CREANCE IRRECOUVRABLE	CAP HEBERGEMENT	19 170,00 €
SARL SERRURERIE METALLERIE VIAS	4808/2013 = 25 500,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CAP CREATION	25 500,00 €
STYLE INTERIEUR	1308/2014 = 923,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	ICF 2013	923,00 €
VISENTIN DAVID	214/2014 = 500,00 € 2046/2014 = 2 000,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CREATEM	2 500,00 €
			<b>TOTAL</b>	<b>111 078,71 €</b>

## Modification des dates limite d'affectation pour les AP/AE

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE LA RECHERCHE,					
Chapitre	Année enveloppe	Code enveloppe	Libellé enveloppe	Date initiale de fin d'affectation	Nouvelle date de fin d'affectation proposée
909	2014	0929	CAP SOLIDAIRE	31/12/2014	31/12/2016
909	2016	4001	CAP DEVELOPPEMENT CENTRE	31/12/2016	31/12/2016
909	2010	4006	FONDS D'INVESTISSEMENT PR LE DVPT DE L'ECONOMIE VERTE	31/12/2016	31/12/2020
909	2014	0719	CENTRECO	31/12/2014	31/12/2016
909	2015	0830	FONDS REGIONAL DE GARANTIE ARTISANAT	31/12/2016	31/12/2017
909	2014	1361	APPEL A PROJET ECONOMIE CIRCULAIRE	31/12/2016	31/12/2017
909	2016	1630	FRENCH TECH	31/12/2016	31/12/2017
939	2016	1632	PROGRAMME REGIONAL TRANSMISSION REPRISE	31/12/2016	31/12/2017
939	2016	1633	ARDAN	31/12/2016	31/12/2017
909	2015	1205	MIRCE 4	31/12/2016	31/12/2018



## Annulations-clôture des AP/AE

N° AP/AE	Libellé	Montant voté	Montant annulé
<b>SOLIDARITES TERRITORIALES, TRANSITION ECOLOGIQUE, STRATEGIES</b>			
2014-14108	ESPACES PUBLICS NUMERIQUES	90 142,49	-9,11
2015-1289	EXPERIMENTATIONS/ETUDES INVEST	150 000,00	-150 000,00
2009-7052	VT - EXPERIMENTATION TIC	254 169,13	-24 982,56
2015-1295	USAGES NUMERIQUES	100 000,00	-100 000,00
2013-45017	CG 45 - USAGES NUMERIQUES	1 000 000,00	-54 342,30
2009-7053	VT - OBSERVATOIRE REGIONAL TIC	28 125,00	-12 290,19
2015-1288	EXPERIMENTATIONS/ETUDES FONCT	150 000,00	-142 000,00
2015-1465	PROJET GEOMATIQUE	79 078,00	-39 539,00
2015-1296	USAGES SCORAN	100 000,00	-100 000,00
2014-14104	ESPACES PUBLICS NUMERIQUES	177 881,96	-1 458,52
2008-7050	VT - ESPACES PUBLICS NUMERIQUES	330 842,86	-57 077,40
2006-0858	CONTRAT REGIONAL D'AGGLOMERATION DE CHARTRES	12 459 800,00	-934 926,90
2010-0702	EQUIPEMENTS STRUCTURANTS: FONDS SUD	2 500 000,00	-139 942,02
2013-0702	EQUIPEMENTS STRUCTURANTS: FONDS SUD	2 000 000,00	-1 458 200,00
2013-41029	CG 41 - TRES HAUT DEBIT ART. VI-13	496 633,00	-291 300,00
2007-7300	GP - ADEME ENERGIES RENOUVELABLES	1 459 674,04	-97 285,58
2008-7300	GP - ADEME ENERGIES RENOUVELABLES	1 232 943,52	-320 385,69
2010-7302	GP - ADEME EMERGENCE DE LA DEMANDE	140 111,72	-844,37
2010-1952	MAITRISE DE L'ENERGIE ET DES ENERGIES RENOUVELABLES	651 279,00	-47 841,61
2010-7307	VT - AGENCE DE L'EAU - APPELS A PROJETS ECONOMIES D'EAU	545 000,00	-359 672,50
2011-7321	VT - PNR LAT 2011-2013	250 000,00	-35 615,28
2011-7322	VT - PNR PERCHE 2011-2013	180 000,00	-27 187,17
2009-1108	RNR PONTLEVOY 41	147 000,00	-83 579,56
2014-1959	ISOLARIS/NOUVEAUX OUTILS	210 000,00	-66 477,73
2010-1568	MARCHE ROMORANTIN-VIERZON	2 650 000,00	-237 482,74
2009-1076	LGV PARIS-CLERMONT ETUDES ET TRAVAUX	540 000,00	-15 960,02
2001-0608	GARES REGIONALES	2 666 709,96	-514 190,38
2005-0819	AMENAGEMENT, GARES, QUAIS ET POINTS D'ARRETS TER CENTRE	2 153 000,00	-380 865,00
2015-1287	PARTICIPATION CAPITAL CITIZ	17 000,00	-17 000,00
2015-1292	LOIRE VU DU TRAIN	30 000,00	-30 000,00
2009-0518	BOULEVARD LA CHOISILLE A TOURS	6 500 000,00	-223 750,00
<b>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION, ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>			
2015-3157	FONDS SPECIAL URGENCE	2 000 000,00	-200,00
2005-0054	PROJETS TOURISTIQUES STRUCTURANTS	299 201,00	-61 100,00
2013-37026	CG 37 - VELOURUTE AMBOISE - CHENONCEAUX	334 448,00	-10 675,66
2013-37025	CG 37 - LOIRE A VELO REPARATION	418 060,00	-8 848,00
2013-1205	MIRCE 3	140 000,00	-5 244,24
2015-41203	CG 41 - ACQUISITION BASE DE DONNEES TOURINSOFT	35 000,00	0,00
2013-28021	CG 28 - APPLICATION SMARTPHONE	4 500,00	-78,10
2013-0984	CAP HEBERGEMENTS STRUCTURANTS	11 717,36	0,00
2013-0078	ITINERAIRES DE RANDONNEES	10 000,00	-2 613,00
2014-0078	ITINERAIRES DE RANDONNEES	34 000,00	-6 867,22
2013-1219	TOURISME EQUESTRE	50 000,00	-450,32
2014-1242	MARQUE TOURAINE	40 000,00	0,00
2012-0984	CAP HEBERGEMENTS STRUCTURANTS	400 000,00	-400 000,00
2008-37015	CG 37 - ETUDE BATIMENT START UP INRA	500 000,00	0,00
2014-14402	BIOLOGIE SANTE BIEN ETRE	43 913,00	-43 913,00
2007-7504	GP - BIOLOGIE SANTE BIEN ETRE	7 181 586,51	-12 758,26
2008-0897	CAP RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	1 618 224,80	-318 676,68
2009-0897	CAP RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	1 463 204,00	-208 153,14
2010-0897	CAP RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	1 875 000,00	-337 804,84
2006-0422	SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE RECHERCHE	3 275 269,00	-184 594,73
2007-0422	SOUTIEN AUX POLES DE DEV. ET DE COMPETITIVITE	899 233,00	-165 091,39
2008-0422	SOUTIEN AUX PROG DE RECHERCHE ET AUX POLES DE COMPETITIVITE	103 730,00	-72 799,50
2010-0422	SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE RECHERCHE ET AUX POLES DE COMPETITIVITE	750 000,00	-550 582,17
2013-0422	SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE RECHERCHE ET AUX POLES DE COMPETITIVITE	750 000,00	-702 830,00
2015-0422	SOUTIEN AUX POLES DE COMPETITIVITE	1 150 000,00	-650 000,00
2007-0850	APPEL A PROJETS	1 106 080,00	-53 000,00
2008-0850	APPELS A PROJETS 2008	4 164 424,00	-314 804,26
2009-0850	APPEL A PROJETS	4 982 540,00	-185 772,44
2014-14453	CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	16 947,00	-16 947,00
2008-7505	GP - VILLES ET TERRITOIRES	1 341 402,00	-50 906,50
2014-14403	VILLES ET TERRITOIRES	58 598,00	-58 598,00
2010-3437	CERTEM + PHASE 3	4 650 000,00	-4 449,98
2009-1422	SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE RECHERCHE DU POLE SSEE	312 672,37	-140 733,64
2011-1422	SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE RECHERCHE DU POLE SSEE	800 000,00	-597 644,91
2014-1422	SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE RECHERCHE DU POLE SSEE	700 000,00	0,00
2015-1422	SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE RECHERCHE DU POLE SSEE	0,00	0,00
2008-1850	APPELS A PROJETS 2008	400 000,00	-25 080,00
2013-0179	EQUIPEMENTS DES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE	90 000,00	-11 263,49
2005-0573	ACTIONS DE QUALIFICATIONS (DEMARRAGE 2006)	21 002 807,00	-3 402 657,38
2009-0573	ACTIONS DE QUALIFICATION 2010	22 300 000,00	-2 504 444,46
2014-14600	CENTR'ACTIF	120 000,00	0,00

2006-0769	CREATION D'ENTREPRISES DES METIERS	4 643 260,00	0,00
2015-3157	FONDS SPECIAL URGENCE	2 000 000,00	-200,00
2007-0961	VALORISATION DE LA BIOMASSE	756 000,00	-285 239,61
2007-7721	GP - VALORISATION DE LA BIOMASSE	644 000,00	-203 322,06
2006-0759	FONDS REGIONAL DE MODERNISATION DE L'ARTISANAT	411 706,00	0,00
2005-0760	PPR	1 299 500,00	0,00
2000-2025	PAGE	2 525 993,57	0,00
2013-3706	GROUPEMENT D'EMPLOYEURS - COOPERATIVES D'ACTIVITES ET D'EMPLOIS	135 000,00	0,00
<b>FORMATION INITIALE, LYCEES, APPRENTISSAGE ET VIE CITOYENNE</b>			
2013-1564	AFFPREP RECONSTRUCTION ANTENNE DE BOURGES	852 000,00	-193 781,46
2013-0180	PLAN ANNUEL D EQUIPEMENTS DES CFA	2 000 000,00	-41 907,58
2014-0180	PLAN ANNUEL D EQUIPEMENTS DES CFA	2 000 000,00	-34 338,68
2013-1313	PPI EQUIPEMENTS SANITAIRE ET SOCIAL 2013	300 000,00	-3 738,46
2014-1313	PPI EQUIPEMENTS SANITAIRE ET SOCIAL 2014	300 000,00	-16 660,47
2013-3008	BOURSES SECTEUR SANITAIRE 2013-2014	6 700 000,00	-274 247,02
2014-3008	BOURSES SECTEUR SANITAIRE 2014-2015	6 700 000,00	-1 090 201,97
2013-3009	BOURSES SECTEUR SOCIAL 2013-2014	2 950 000,00	-147 091,08
2014-3009	BOURSES SECTEUR SOCIAL 2014-2015	2 800 000,00	-250 820,05
2011-4119	FRAC SUBSISTANCES : AMENAGEMENT D'UN JARDIN	100 000,00	-48 471,66
2014-0717	FRAC ACQUISITION D'OEUVRES	130 000,00	-3 576,70
2014-1319	FRAC - AMENAGEMENT BUREAU	200 000,00	-5 983,91
2014-4120	FRAC MAINTENANCE	90 000,00	-2 335,55
2015-4120	FRAC MAINTENANCE	90 000,00	-90 000,00
2011-0386	ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE	131 120,00	-15 920,00
2012-0386	ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE	127 500,00	-16 140,00
2012-1123	FRECC (FONDS REG ENRICHISSEMENT DES COLLECTIONS DE CHAUMONT)	108 560,00	-28 953,96
2015-1123	FRECC	105 000,00	-100 040,00
2007-3109	CHAUMONT RESTAURATION	122 748,63	-4 227,00
2015-0293	FRRAB	20 000,00	-2 640,00
2012-2900	CINEMOBILE : ACQUISITION	960 000,00	-10 376,13
2009-1125	BIBLIOTHEQUE DE TOURS - LA CENTRALE	750 000,00	-3 804,30
2015-3004	EQUIPEMENT TECHNIQUE INVENTAIRE	10 000,00	-1 511,31
2011-0880	AIDES DIRECTES PARCS ET JARDINS	60 000,00	-20 553,58
2013-7123	GP - CREATION DE RESIDENCES CINEMA D'ANIMATION DANS LE QUARTIER ROCHAMBEAU A VENDOME	1 546 550,00	-7 091,07
2012-0793	FONDATION DU PATRIMOINE	120 000,00	-1 491,00
2011-1305	FRAM et FRAR	130 000,00	-5 797,00
2014-1449	CICLIC	160 000,00	-12 318,40
2014-1447	CULTURE O CENTRE	30 000,00	-30 000,00
2010-0006	OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT LOCAL	426 950,00	-1 918,21
2011-1306	FONDS REGIONAL DE SOUTIEN A LA NUMERISATION DES SALLES DE CINEMA	493 700,00	-59 810,19
2012-1306	FONDS REGIONAL DE SOUTIEN A LA NUMERISATION DES SALLES DE CINEMA ITINERANTES	65 000,00	-4 800,00
2012-0315	ITINERANCE REGIONALE	60 000,00	-36 000,68
2013-0315	ITINERANCE REGIONALE	30 000,00	-18 117,00
2014-0315	ITINERANCE REGIONALE	30 000,00	-5 885,69
2008-18001	CG18 - CENTRE CULTUREL DE RENCONTRES DE NOIRLAC	1 541 180,00	-40 088,64
2008-28000	CG28 - CENTRE D'ART DE DREUX	510 000,00	-45 072,51
2011-1122	ENTRETIEN CREPS	91 032,52	-1 090,18
2013-0459	CONSTRUCTION INSTALLATIONS SPORTIVES	1 572 000,00	-125 415,29
2008-7606	GP - CAMPUS EN VILLE DUPANLOUP ORLEANS	5 820 000,00	-283 200,77
2013-411608	CG 41 - INSA	170 000,00	-50 000,00
2011-0832	INSTITUT DE TOURAINE	200 000,00	0,00
2014-1508	INSA CENTRE VAL DE LOIRE	190 000,00	-5 000,00
2013-1608	INSA	130 000,00	-40 000,00
2012-1475	FOURNITURE D'ORDINATEURS PORTABLES	2 200 000,00	-421 839,82
2013-1475	FOURNITURE D'ORDINATEURS PORTABLES	2 200 000,00	-1 069 963,68
2014-1475	FOURNITURE D'ORDINATEURS PORTABLES	1 250 000,00	-226 687,60
2009-0460	UNIVERSITE NUMERIQUE	33 927,00	-4 640,55
2010-0460	UNIVERSITE NUMERIQUE	250 000,00	-187 406,00
2011-0460	UNIVERSITE NUMERIQUE	250 000,00	-29 068,00
2012-0460	UNIVERSITE NUMERIQUE	250 000,00	-194 338,00
2014-0460	UNIVERSITE NUMERIQUE	250 000,00	-10 660,00
2011-0475	MISE A DISPOSITION D'ORDINATEURS	300 000,00	-168 475,05
2012-0475	MISE A DISPOSITION D'ORDINATEURS	300 000,00	-185 032,94
2013-0475	MISE A DISPOSITION D'ORDINATEURS	200 000,00	-90 382,78
2010-1694	APPUI AUX PROJETS DE COOPERATION INTERNATIONALE	225 000,00	-104 313,99

## Modification de libellés des AP/AE

<b>N° de programme</b>	<b>Ancien libellé</b>	<b>Nouveau libellé</b>
2014-1266	CAP FILIERES - EXPERIMENTATION	EXPERIMENTATION INNOVATION (INVEST)
2007-7704	GP - CAP FILIERES - EXPERIMENTATION	GP - EXPERIMENTATION
2014-1283	SUIVI + CONTRÔLE DES RECETTES	LIGNES ROUTIERS - DEPENSES COURANTES
2014-1357	CAP FORET BOIS 2	CAP FORET BOIS 2 ET 3
2014-0719	CENTRECO	CENTRECO PROGRAMME INVESTISSEMENT
2014-1278	CAP FILIERES - EXPERIMENTATION	EXPERIMENTATION INNOVATION (FONCT)

**DECISIONNEL**

## A – LE VOTE PAR FONCTION

Le vote de la DM1 2016 intervient selon le mode de vote par fonction adopté par l'Assemblée plénière du 4 février 2016 (DAP n° 16.01.02) et tel qu'il est prévu par la M71.

### Approbation des balances au chapitre en crédits de paiement et AP/AE

#### Au titre des crédits de paiement (CP)

Selon la balance au chapitre figurant ci-dessous,

En mouvements réels, les dépenses et les recettes totales s'élèvent à 36 112 531,58€ :

- dont dépenses : 28 955 150 € en investissement et 7 157 381,58 € en fonctionnement
- dont recettes : 21 631 963,52 € en investissement et 14 480 568,06 € en fonctionnement.

Le virement entre sections s'établit à 7 323 186,48€.

BALANCE GENERALE DE LA DM2 2016							
CREDITS DE PAIEMENT							
Chap.	Libellé	BP 2016 + DM1 2016		DM2 2016		TOTAL 2016 BP + DM1 + DM2	
		DEPENSES	RECETTES	Dépenses nouvelles	Recettes nouvelles	DEPENSES 2016	RECETTES 2016
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>							
		<b>427 945 402,82</b>	<b>251 280 762,00</b>	<b>28 955 150,00</b>	<b>21 631 963,52</b>	<b>456 900 552,82</b>	<b>272 912 725,52</b>
Opérations réelles	90 Opérations ventilées	348 195 402,82	81 533 262,00	11 445 150,00	157 100,00	558 640 552,82	61 376 862,00
	900 Services généraux	18 870 558,60	15 867 750,00	420 000,00	-	19 290 558,60	15 867 750,00
	901 Formation professionnelle/apprentissage	15 384 050,00	-	83 450,00	-	15 300 600,00	-
	902 Enseignement	106 539 103,83	24 012 852,00	5 354 700,00	142 800,00	111 893 803,83	23 870 052,00
	903 Culture, sports et Loisirs	13 909 294,00	365 316,00	1 742 100,00	75 800,00	12 167 194,00	289 516,00
	904 Santé et action sociale	-	-	-	-	-	-
	905 Aménagement des territoires	84 095 498,39	-	-	-	84 095 498,39	-
	906 Gestion des fonds européens	33 910 400,00	33 910 400,00	-	-	33 910 400,00	33 910 400,00
	907 Environnement	6 123 710,00	-	-	-	6 123 710,00	-
	908 Transports	21 148 200,00	-	-	397 000,00	21 148 200,00	397 000,00
	909 Action économique	48 214 588,00	7 376 944,00	7 496 000,00	335 500,00	55 710 588,00	7 041 444,00
	92 Opérations non ventilées	<b>79 750 000,00</b>	<b>169 747 500,00</b>	<b>17 510 000,00</b>	<b>21 789 063,52</b>	<b>97 260 000,00</b>	<b>101 536 563,52</b>
	921 Taxes non affectées	-	-	-	-	-	-
	922 Dotations et participations non affectées	2 950 000,00	13 457 539,00	-	779 063,52	2 950 000,00	14 236 602,52
	923 Dettes et autres opérations financières	76 800 000,00	156 245 121,00	17 510 000,00	21 010 000,00	94 310 000,00	177 255 121,00
	954 Produits des cessions d'immob	-	44 840,00	-	-	-	44 840,00
		<b>466 468 839,87</b>	<b>643 133 480,69</b>	<b>0,00</b>	<b>7 323 186,48</b>	<b>466 468 839,87</b>	<b>650 456 667,17</b>
Opérations d'ordre	925 Opérations patrimoniales	61 250 000,00	61 250 000,00	-	-	61 250 000,00	61 250 000,00
	926 Transferts entre sections	205 855 000,00	220 330 000,00	-	-	205 855 000,00	220 330 000,00
	85 Chapitre de prévision sans réalisation	-	<b>162 189 640,82</b>	-	<b>7 323 186,48</b>	-	<b>169 512 827,30</b>
	951 Virement de la section fonctionnement	-	162 189 640,82	-	7 323 186,48	-	169 512 827,30
	950 Dépenses imprévues	-	-	-	-	-	-
001 Solde d'exécution reporté	199 363 839,87	-	-	-	199 363 839,87	-	
1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	-	199 363 839,87	-	-	-	199 363 839,87	
	<b>TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>894 414 242,69</b>	<b>894 414 242,69</b>	<b>28 955 150,00</b>	<b>28 955 150,00</b>	<b>923 369 392,69</b>	<b>923 369 392,69</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>							
		<b>774 147 741,23</b>	<b>950 812 382,05</b>	<b>7 157 381,58</b>	<b>14 480 568,06</b>	<b>781 305 122,81</b>	<b>965 292 950,11</b>
Opérations réelles	93 Opérations ventilées	754 094 803,90	88 464 826,00	3 322 500,00	11 588 660,00	757 477 303,90	10 053 486,00
	930 Services généraux	65 105 865,32	4 597 000,00	696 000,00	688 400,00	65 801 865,32	5 285 400,00
	931 Formation professionnelle/apprentissage	253 805 624,28	37 104 150,00	339 000,00	5 765 060,00	254 144 624,28	42 869 210,00
	932 Enseignement	146 960 050,50	10 178 000,00	-	856 200,00	146 960 050,50	11 034 200,00
	933 Culture, sports et Loisirs	33 027 118,08	20 300,00	-	-	33 027 118,08	20 300,00
	934 Santé et action sociale	-	-	-	-	-	-
	935 Aménagement des territoires	10 828 800,00	146 250,00	1 020 000,00	-	11 848 800,00	146 250,00
	936 Gestion des fonds européens	28 563 120,00	28 563 120,00	-	-	28 563 120,00	28 563 120,00
	937 Environnement	8 413 351,46	15 500,00	-	-	8 413 351,46	15 500,00
	938 Transports	171 705 870,00	7 817 600,00	-	4 279 000,00	171 705 870,00	12 096 600,00
	939 Action économique	35 685 004,26	22 906,00	1 267 500,00	-	36 952 504,26	22 906,00
	94 Opérations non ventilées	<b>20 052 937,33</b>	<b>846 942 916,50</b>	<b>3 834 881,58</b>	<b>2 891 908,06</b>	<b>23 887 818,91</b>	<b>849 834 824,58</b>
	940 Impositions directes	-	178 873 046,00	-	255 007,00	-	179 128 053,00
	941 Autres impôts et taxes	-	384 377 798,50	-	3 038 809,00	-	387 416 607,50
	942 Dotations et participations non affectées	-	283 692 072,00	-	588 669,00	-	283 103 403,00
	943 Opérations financières	19 258 136,10	-	3 834 881,58	186 761,06	23 093 017,68	186 761,06
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	794 801,23	-	-	-	794 801,23	-	
945 Dotations aux provisions	-	-	-	-	-	-	
002 Solde de fonctionnement reporté	-	15 404 639,55	-	-	-	15 404 639,55	
		<b>382 519 640,82</b>	<b>205 855 000,00</b>	<b>7 323 186,48</b>	<b>-</b>	<b>389 842 827,30</b>	<b>205 855 000,00</b>
Opérations d'ordre	946 Opér. d'ordre de transferts entre section	220 330 000,00	205 855 000,00	-	-	220 330 000,00	205 855 000,00
	947 Transferts dans section fonctionnement	-	-	-	-	-	-
	85 Chapitre de prévision sans réalisation	-	-	-	-	-	-
	953 Virement à la section d'investissement	162 189 640,82	-	7 323 186,48	-	169 512 827,30	-
	952 Dépenses imprévues	-	-	-	-	-	-
	<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>1 156 667 382,05</b>	<b>1 156 667 382,05</b>	<b>14 480 568,06</b>	<b>14 480 568,06</b>	<b>1 171 147 950,11</b>	<b>1 171 147 950,11</b>
Contrôle / Vérif.							
	<b>Total Mouvements réels</b>	1 202 093 144,05	1 202 093 144,05	36 112 531,58	36 112 531,58	1 238 205 675,63	1 238 205 675,63
	<b>Total Mouvements d'ordre</b>	848 988 480,69	848 988 480,69	7 323 186,48	7 323 186,48	856 311 667,17	856 311 667,17

Au titre des Autorisations de programme (AP) et des autorisations d'engagement (AE)

Selon la balance au chapitre figurant ci-dessous, les ajustements d'AP et d'AE (création et modification) s'élèvent à 312 106 574,11 € dont 13 158 409,22 € en investissement et 298 948 164,89 € en fonctionnement.

BALANCE GENERALE DE LA DM2 2016  
AP/AE

Chap.	Libellé	BP 2016 + DM1 2016	CREATION OU MODIFICATION DM2 2016	Total après DM2 2016
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>				
		<b>177 481 381,91</b>	<b>12 158 409,22</b>	<b>189 639 791,13</b>
Opérations réelles	<b>90 Opérations ventilées</b>	<b>177 481 381,91</b>	<b>12 158 409,22</b>	<b>189 639 791,13</b>
	900 Services généraux	1 200 000,00	- 7 554 590,78	6 354 590,78
	901 Formation professionnelle/apprentissage	37 480 000,00	52 000,00	37 532 000,00
	902 Enseignement	80 083 000,00	2 300 000,00	82 383 000,00
	903 Culture, sports et Loisirs	7 125 000,00	280 000,00	7 405 000,00
	904 Santé et action sociale	-	-	-
	905 Aménagement des territoires	18 090 706,91	-	18 090 706,91
	906 Gestion des fonds européens	650 000,00	-	650 000,00
	907 Environnement	-	840 000,00	840 000,00
	908 Transports	- 5 960 000,00	7 350 000,00	1 390 000,00
	909 Action économique	38 812 675,00	8 891 000,00	47 703 675,00
	<b>92 Opérations non ventilées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
	921 Taxes non affectées	-	-	-
922 Dotations et participations non affectées	-	-	-	
923 Dettes et autres opérations financières	-	-	-	
		<b>1 000 000,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>2 000 000,00</b>
Opérations d'ordre	925 Opérations patrimoniales	-	-	-
	926 Transferts entre sections	-	-	-
	<b>95 Chapitre de prévision sans réalisation</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>2 000 000,00</b>
	951 Virement de la section fonctionnement	-	-	-
	950 Dépenses imprévues	1 000 000,00	1 000 000,00	2 000 000,00
	<b>TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	<b>178 481 381,91</b>	<b>13 158 409,22</b>	<b>191 639 791,13</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>				
		<b>82 366 250,00</b>	<b>298 948 164,89</b>	<b>381 314 414,89</b>
Opérations réelles	<b>93 Opérations ventilées</b>	<b>82 366 250,00</b>	<b>298 948 164,89</b>	<b>381 314 414,89</b>
	930 Services généraux	7 314 000,00	- 2 420 335,11	4 893 664,89
	931 Formation professionnelle/apprentissage	44 291 900,00	301 840 000,00	346 131 900,00
	932 Enseignement	11 081 350,00	40 000,00	11 121 350,00
	933 Culture, sports et Loisirs	4 382 000,00	550 000,00	4 932 000,00
	934 Santé et action sociale	-	-	-
	935 Aménagement des territoires	400 000,00	-	400 000,00
	936 Gestion des fonds européens	850 000,00	-	850 000,00
	937 Environnement	210 000,00	-	210 000,00
	938 Transports	830 400,00	300 000,00	1 130 400,00
	939 Action économique	13 006 600,00	- 1 361 500,00	11 645 100,00
	<b>94 Opérations non ventilées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
	940 Impositions directes	-	-	-
	941 Autres impôts et taxes	-	-	-
	942 Dotations et participations non affectées	-	-	-
943 Opérations financières	-	-	-	
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	-	-	-	
945 Dotations aux provisions	-	-	-	
		<b>1 000 000,00</b>	<b>-</b>	<b>1 000 000,00</b>
Opérations d'ordre	946 Opér. d'ordre de transferts entre section	-	-	-
	947 Transferts dans section fonctionnement	-	-	-
	<b>95 Chapitre de prévision sans réalisation</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>-</b>	<b>1 000 000,00</b>
	953 Virement à la section d'investissement	-	-	-
	952 Dépenses imprévues	1 000 000,00	-	1 000 000,00
	<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>83 366 250,00</b>	<b>298 948 164,89</b>	<b>382 314 414,89</b>

## Les AP et AE par fonction et par politique régionale

### FONCTION 0 : SERVICES GENERAUX

#### Au titre de la Formation initiale, lycées, apprentissage et vie citoyenne:

n° Enveloppe			Date limite d'affectation	Libellés	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2016	1665	31/12/2019	DEMOCRATIE PARTICIPATIVE		400 000,00

#### Au titre de l'Optimisation des ressources:

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2016	1001		DEPENSES IMPREVUES	1 000 000,00	1 000 000,00

#### Au titre de l'Europe:

n° Enveloppe			Date limite d'affectation	Libellés	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2008	8013		MESURE 311 FSE 2007-2013	2 250 000,00	-314 981,38
AE	2008	8015		MESURE 431 FSE 2007-2013	318 800,00	-8,13
AE	2008	8016		MESURE 433 FSE 2007-2013	150 000,00	-31 767,59
AP	2008	8020		MESURE 12 FEDER 2007-2013	10 275 000,00	-280 109,79
AP	2008	8021		MESURE 14 FEDER 2007-2013	15 400 000,00	-651 112,40
AP	2008	8022		MESURE 16 FEDER 2007-2013	12 160 000,00	-817 046,93
AP	2008	8023		MESURE 17 FEDER 2007-2013	13 115 000,00	-798 198,73
AP	2008	8024		MESURE 211 FEDER 2007-2013	10 500 000,00	-726 201,19
AP	2008	8025		MESURE 212 FEDER 2007-2013	5 500 000,00	-2 478 842,20
AP	2008	8026		MESURE 22 FEDER 2007-2013	16 710 000,00	-1 652 809,07
AP	2008	8027		MESURE 33 FEDER 2007-2013	2 630 000,00	-150 270,47
AE	2008	8006		MESURE 112 FSE 2007-2013	858 683,00	-63 791,49
AE	2008	8007		MESURE 121 FSE 2007-2013	9 685 000,00	-245 949,32
AE	2008	8008		MESURE 123 FSE 2007-2013	515 000,00	-15 130,59
AE	2008	8009		MESURE 124 FSE 2007-2013	30 000,00	-99,18
AE	2008	8010		MESURE 131 FSE 2007-2013	6 613 709,00	-267 309,04
AE	2008	8011		MESURE 221 FSE 2007-2013	26 858 808,00	-2 075 621,90
AE	2008	8012		MESURE 222 FSE 2007-2013	1 790 000,00	-105 676,49
AE	2015	1399		ASSISTANCE TECHNIQUE FEDER LOIRE (D)	300 000,00	300 000,00

### FONCTION 1 : FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

#### Au titre du Développement économique, de la recherche, de l'innovation et de la formation professionnelle:

n° Enveloppe			Date limite d'affectation	Libellés	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2016	0573	31/12/2021	FINANCEMENT DES PARCOURS DES DEMANDEURS D'EMPLOIS 2017 2020		160 000 000,00
AE	2016	0574	31/12/2021	FINANCEMENT DES ACTIONS SAVOIRS DE BASE 2017 2020		32 800 000,00
AE	2016	0577	31/12/2018	CHEQUES FORMATION 2017		1 500 000,00
AE	2016	0745	31/12/2021	GESTION REMU DES BENEFICIAIRES 2017 2020		2 600 000,00
AE	2016	0925	31/12/2021	REMUNERATIONS 2017 2020		104 000 000,00
AE	2016	2981	31/12/2021	ANIMAT° ET PROFESSIONNALISAT° DES ACTEURS DE LA PLATEFORM LS		600 000,00
AE	2016	1755	31/12/2018	ACCOMPAGNEMENT VAE 2017		340 000,00

#### Au titre de la Formation initiale, lycées, apprentissage et vie citoyenne:

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2015	18211		CG18 - POLE DE FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES DE BOURGES	780 000,00	52 000,00

## FONCTION 2 : ENSEIGNEMENT - LYCEES

### Au titre de la Formation initiale, lycées, apprentissage et vie citoyenne:

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2016	0007		ACQUISITION, RENOUELEMENT, REPARATION DE BIENS	9 725 000,00	100 000,00
AE	2016	1915		PETITS EQUIPEMENTS SNE/GRDE CUISINE	148 000,00	40 000,00
AP	2008	0013		ENTRETIEN, MAINTENANCE DU PATRIMOINE ET MISE EN CONFORMITE	19 011 665,35	100 000,00
AP	2013	1955		EFFICACITE ENERGETIQUE POUR 5 LYCEES / AN	20 450 000,00	400 000,00
AP	2015	2104		ENSEMBLE LYCEES SECURITE INCENDIE	2 300 000,00	700 000,00
AP	2016	1858		LYCEES TOUCHEES PAR LES INTEMPERIES DE MAI-JUIN 2016	3 000 000,00	1 000 000,00

## FONCTION 3 : CULTURE, SPORTS ET LOISIRS

### Au titre de la Formation initiale, lycées, apprentissage et vie citoyenne:

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2016	1487		SPORTS : PARTENARIATS	987 000,00	250 000,00
AP	2016	0458		AIDE A L'EQUIPEMENT DES CLUBS	1 200 000,00	-64 000,00
AP	2016	0459		CONSTRUCTIONS INSTALLATIONS SPORTIVES	1 500 000,00	64 000,00
AP	2016	0006		OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT LOCAL	120 000,00	80 000,00
AE	2016	1474	31/12/2018	FRAC BIENNALE ARCHITECTURE 2017 FCT		300 000,00
AP	2016	1473	31/12/2018	FRAC BIENNALE ARCHITECTURE 2017 INV		100 000,00
AP	2016	1672	31/12/2018	EQUIPEMENT FRICHE ANTREPEAUX		100 000,00

## FONCTION 6 : GESTION DES FONDS EUROPEENS

### Au titre de l'Europe:

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2015	9068		POILOIRE PI6C 05 - TOURISME NOUVELLES DESTINATIONS	1 400 000,00	-600 000,00
AP	2015	9019		POILOIRE PI6C 05 - TOURISME NOUVELLES DESTINATIONS	400 000,00	400 000,00
AP	2015	9020		POILOIRE PI6C 06 - TOURISME ITINERANCES VELOROUTES	3 850 000,00	400 000,00
AP	2015	9021		POILOIRE PI6C 08 - TOURISME INNOVATION PROMOTION	500 000,00	-200 000,00
AE	2015	9071		POILOIRE PI6D 09 - BIODIVERSITE CONNAISSANCES RECHERCHES	3 000 000,00	-500 000,00
AE	2015	9073		POILOIRE PI6D 12 - BIODIVERSITE CONT. ECO. MIGRATEURS	1 500 000,00	500 000,00
AE	2015	9086		POILOIRE PI6D 10 - BIODIVERSITE INTERACTIONS	3 000 000,00	-500 000,00
AE	2015	9087		POILOIRE PI6D 13 - BIODIVERSITE CONT. ECO. LIT	500 000,00	500 000,00

## FONCTION 7 : ENVIRONNEMENT

### Au titre des Solidarités territoriales, transition écologique, stratégies :

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AE	2015	15250		CPER - 3 - OUTILS FINANCIERS 2015-2020	2 260 000,00	-600 000,00
AE	2015	15264		CPER 3 ECONOMIE CIRCULAIRE 2015-2020	600 000,00	600 000,00
AP	2016	7914	31/12/2017	CPIER 2007-2013-OUVRAGES DOMANIAUX 2016		840 000,00

## FONCTION 8 : TRANSPORTS

### Au titre des Transport et mobilités durables:

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2016	1176	31/12/2020	PROLONGATION RAMES Z2		7 020 000,00
AP	2015	1290		AMENAGEMENT BV GARE DE CHARTRES	2 300 000,00	330 000,00
AE	2016	1159	31/12/2018	AMO SCHEMA DE MOBILITE		300 000,00



## FONCTION 9 : ACTION ECONOMIQUE

### **Au titre du Développement économique, de la recherche, de l'innovation et de la formation professionnelle:**

n° enveloppe			Date limite d'affectation	Libellé	Total AP avant DM2	Ajustement DM2
AP	2014	1265		CAP FILIERES - MATERIEL	10 910 000,00	-4 400 000,00
AP	2014	1266		CAP FILIERES - EXPERIMENTATION	2 400 000,00	4 800 000,00
AP	2014	1350		CAP BOVIN VIANDE 2	800 000,00	400 000,00
AP	2014	1357		CAP FORET BOIS 2	1 600 000,00	2 000 000,00
AE	2014	1275		CAP CONVERSION	600 000,00	100 000,00
AP	2016	1759		CAP ARTISANAT DEVELOPPEMENT	1 000 000,00	1 500 000,00
AP	2015	1260		SCOP	300 000,00	300 000,00
AP	2016	4000		CAP CREATION REPRISE CENTRE	400 000,00	700 000,00
AP	2016	1262		APPEL A PROJET INNOVATION	10 000 000,00	2 000 000,00
AP	2015	1793		SEM PATRIMONIALE	2 000 000,00	41 000,00
AP	2016	1630		FRENCH TECH	2 000 000,00	300 000,00
AP	2016	1269	31/12/2017	PLATEFORME BRGM		1 000 000,00
AE	2016	1246		CRT HORS CPER	1 853 900,00	-1 461 500,00
AP	2013	1229		CAP INNOVATION TOURISTIQUE INVESTISSEMENT	632 675,00	250 000,00

# B – LE VOTE DE L'ARCHITECTURE PAR POLITIQUE RÉGIONALE

	DEPENSES			RECETTES			DM1 2016 AP et AE
	TOTAL APRES DM1 2016 (1)	DM 2 2016 (2)	TOTAL DEPENSES 2016 (1+2)	TOTAL APRES DM1 2016 (1)	DM 2 2016 (2)	TOTAL RECETTES 2016 (1+2)	
<b>Solidarités territoriales, transition écologique, stratégies</b>	<b>125 546 309,85</b>	<b>880 000,00</b>	<b>126 426 309,85</b>	<b>161 750,00</b>	<b>-</b>	<b>161 750,00</b>	<b>840 000</b>
<b>Crédits d'intervention</b>	<b>105 981 359,85</b>	<b>880 000,00</b>	<b>106 861 359,85</b>	<b>15 500,00</b>	<b>-</b>	<b>15 500,00</b>	<b>840 000</b>
Investissement	88 719 208,39		88 719 208,39	-	-	-	840 000
Fonctionnement	17 262 151,46	880 000,00	18 142 151,46	15 500,00	-	15 500,00	-
<b>fonds européens</b>	<b>19 564 950,00</b>	<b>-</b>	<b>19 564 950,00</b>	<b>146 250,00</b>	<b>-</b>	<b>146 250,00</b>	<b>-</b>
Investissement	16 054 700,00		16 054 700,00	-	-	-	-
Fonctionnement	3 510 250,00		3 510 250,00	146 250,00	-	146 250,00	-
<b>Développement économique, de la recherche, de l'innovation, et de la formation professionnelle</b>	<b>225 590 816,96</b>	<b>9 163 500,00</b>	<b>234 754 316,96</b>	<b>42 136 000,00</b>	<b>5 429 560,00</b>	<b>47 565 560,00</b>	<b>309 369 500</b>
<b>Crédits d'intervention</b>	<b>202 785 346,96</b>	<b>9 163 500,00</b>	<b>211 948 846,96</b>	<b>37 085 000,00</b>	<b>5 429 560,00</b>	<b>42 514 560,00</b>	<b>309 369 500</b>
Investissement	48 294 588,00	7 496 000,00	55 790 588,00	7 376 944,00	335 500,00	7 041 444,00	8 891 000
Fonctionnement	154 490 758,96	1 667 500,00	156 158 258,96	29 708 056,00	5 765 060,00	35 473 116,00	300 478 500
<b>fonds européens</b>	<b>22 805 470,00</b>	<b>-</b>	<b>22 805 470,00</b>	<b>5 051 000,00</b>	<b>-</b>	<b>5 051 000,00</b>	<b>-</b>
Investissement	10 731 000,00		10 731 000,00	-	-	-	-
Fonctionnement	12 074 470,00		12 074 470,00	5 051 000,00	-	5 051 000,00	-
<b>Transports et mobilités durables</b>	<b>196 334 070,00</b>	<b>140 000,00</b>	<b>196 474 070,00</b>	<b>7 817 600,00</b>	<b>4 676 000,00</b>	<b>12 493 600,00</b>	<b>7 650 000</b>
<b>Crédits d'intervention</b>	<b>196 334 070,00</b>	<b>140 000,00</b>	<b>196 474 070,00</b>	<b>7 817 600,00</b>	<b>4 676 000,00</b>	<b>12 493 600,00</b>	<b>7 650 000</b>
Investissement	22 648 200,00		22 648 200,00	-	397 000,00	397 000,00	7 350 000
Fonctionnement	173 685 870,00	140 000,00	173 825 870,00	7 817 600,00	4 279 000,00	12 096 600,00	300 000
<b>fonds européens</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Investissement	-		-	-	-	-	-
Fonctionnement	-		-	-	-	-	-
<b>Formation initiale, lycées, apprentissage et vie citoyenne</b>	<b>370 633 378,39</b>	<b>3 468 150,00</b>	<b>374 101 528,39</b>	<b>18 335 807,00</b>	<b>738 700,00</b>	<b>19 074 507,00</b>	<b>3 622 000</b>
<b>Crédits d'intervention</b>	<b>368 213 378,39</b>	<b>3 468 150,00</b>	<b>371 681 528,39</b>	<b>18 285 807,00</b>	<b>738 700,00</b>	<b>19 024 507,00</b>	<b>3 622 000</b>
Investissement	135 997 447,83	3 529 150,00	139 526 597,83	1 592 507,00	218 600,00	1 373 907,00	2 632 000
Fonctionnement	232 215 930,56	61 000,00	232 276 930,56	16 693 300,00	957 300,00	17 650 600,00	990 000
<b>fonds européens</b>	<b>2 420 000,00</b>	<b>-</b>	<b>2 420 000,00</b>	<b>50 000,00</b>	<b>-</b>	<b>50 000,00</b>	<b>-</b>
Investissement	-		-	-	-	-	-
Fonctionnement	2 420 000,00		2 420 000,00	50 000,00		50 000,00	
<b>Optimisation des ressources</b>	<b>247 464 549,73</b>	<b>22 460 881,58</b>	<b>269 925 431,31</b>	<b>1 034 398 077,50</b>	<b>25 268 271,58</b>	<b>1 059 666 349,08</b>	<b>1 000 000</b>
<b>Investissement</b>	<b>82 488 398,60</b>	<b>17 930 000,00</b>	<b>100 418 398,60</b>	<b>192 533 161,00</b>	<b>21 789 063,52</b>	<b>214 322 224,52</b>	<b>1 000 000</b>
<b>Fonctionnement</b>	<b>164 976 151,13</b>	<b>4 530 881,58</b>	<b>169 507 032,71</b>	<b>841 864 916,50</b>	<b>3 479 208,06</b>	<b>845 344 124,56</b>	<b>-</b>
<b>Dont Communication</b>	<b>4 701 596,01</b>	<b>-</b>	<b>4 701 596,01</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Investissement	-		-	-	-	-	-
Fonctionnement	4 701 596,01		4 701 596,01	-	-	-	-
<b>Dont Moyens généraux de l'administration</b>	<b>18 872 165,24</b>	<b>232 000,00</b>	<b>19 104 165,24</b>	<b>-</b>	<b>288 400,00</b>	<b>288 400,00</b>	<b>-</b>
Investissement	2 738 398,60	420 000,00	3 158 398,60	-	-	-	-
Fonctionnement	16 133 766,64	188 000,00	15 945 766,64	-	288 400,00	288 400,00	-
<b>Dont Ressources humaines</b>	<b>124 859 112,55</b>	<b>884 000,00</b>	<b>125 743 112,55</b>	<b>3 622 000,00</b>	<b>400 000,00</b>	<b>4 022 000,00</b>	<b>-</b>
Investissement	-		-	-	-	-	-
Fonctionnement	124 859 112,55	884 000,00	125 743 112,55	3 622 000,00	400 000,00	4 022 000,00	-
<b>Dont Moyens généraux financiers</b>	<b>99 031 675,93</b>	<b>21 344 881,58</b>	<b>120 376 557,51</b>	<b>1 030 776 077,50</b>	<b>24 579 871,58</b>	<b>1 055 355 949,08</b>	<b>1 000 000</b>
Investissement	79 750 000,00	17 510 000,00	97 260 000,00	192 533 161,00	21 789 063,52	214 322 224,52	1 000 000
<i>Dont réaménagement de la dette</i>	25 000 000,00	-	25 000 000,00	25 000 000,00	-	25 000 000,00	-
Fonctionnement	19 281 675,93	3 834 881,58	23 116 557,51	838 242 916,50	2 790 808,06	841 033 724,56	-
<b>Europe</b>	<b>81 314 439,12</b>	<b>-</b>	<b>81 314 439,12</b>	<b>89 086 520,00</b>	<b>-</b>	<b>89 086 520,00</b>	<b>- 10 374 926</b>
<b>Investissement</b>	<b>49 797 560,00</b>	<b>-</b>	<b>49 797 560,00</b>	<b>49 778 150,00</b>	<b>-</b>	<b>49 778 150,00</b>	<b>- 7 554 591</b>
<b>Fonctionnement</b>	<b>31 516 879,12</b>	<b>-</b>	<b>31 516 879,12</b>	<b>39 308 370,00</b>	<b>-</b>	<b>39 308 370,00</b>	<b>- 2 820 335</b>
<b>Dont fonds européens</b>	<b>80 013 520,00</b>	<b>-</b>	<b>80 013 520,00</b>	<b>80 013 520,00</b>	<b>-</b>	<b>80 013 520,00</b>	<b>- 10 674 926</b>
Investissement	49 665 400,00		49 665 400,00	49 665 400,00		49 665 400,00	- 7 554 591
Fonctionnement	30 348 120,00		30 348 120,00	30 348 120,00		30 348 120,00	- 3 120 335
<b>Dont fonds européens non ventilables</b>	<b>35 223 100,00</b>	<b>-</b>	<b>35 223 100,00</b>	<b>74 766 270,00</b>	<b>-</b>	<b>74 766 270,00</b>	<b>-</b>
Investissement	22 879 700,00		22 879 700,00	49 665 400,00		49 665 400,00	
Fonctionnement	12 343 400,00		12 343 400,00	25 100 870,00		25 100 870,00	
<b>HORS fonds européens</b>	<b>1 300 919,12</b>	<b>-</b>	<b>1 300 919,12</b>	<b>9 073 000,00</b>	<b>-</b>	<b>9 073 000,00</b>	<b>300 000</b>
Investissement	132 160,00		132 160,00	112 750,00		112 750,00	
Fonctionnement	1 168 759,12		1 168 759,12	8 960 250,00		8 960 250,00	300 000
<b>RESULTAT REPORTE</b>				<b>15 404 639,55</b>		<b>15 404 639,55</b>	
<b>TOTAL GENERAL AVEC RESULTAT REPORTE</b>	<b>1 202 093 144,05</b>	<b>36 112 531,58</b>	<b>1 238 205 675,63</b>	<b>1 202 093 144,05</b>	<b>36 112 531,58</b>	<b>1 238 205 675,63</b>	<b>312 106 574,11</b>
investissement	427 945 402,82	28 955 150,00	456 900 552,82	251 280 762,00	21 631 963,52	272 912 725,52	13 158 409,22
Fonctionnement	774 147 741,23	7 157 381,58	781 305 122,81	950 812 382,05	14 480 568,06	965 292 950,11	298 948 164,89
<b>TOTAL GENERAL AVEC RESULTAT REPORTE HORS AMENAGEMENT DE LA DETTE</b>	<b>1 177 093 144,05</b>	<b>36 112 531,58</b>	<b>1 213 205 675,63</b>	<b>1 177 093 144,05</b>	<b>36 112 531,58</b>	<b>1 213 205 675,63</b>	<b>312 106 574,11</b>
investissement	402 945 402,82	28 955 150,00	431 900 552,82	226 280 762,00	21 631 963,52	247 912 725,52	13 158 409,22
Fonctionnement	774 147 741,23	7 157 381,58	781 305 122,81	950 812 382,05	14 480 568,06	965 292 950,11	298 948 164,89
<b>TOTAL GENERAL HORS AMENAGEMENT DE LA DETTE ET FONDS EUROPEENS</b>	<b>1 097 079 624,05</b>	<b>36 112 531,58</b>	<b>1 133 192 155,63</b>	<b>1 097 079 624,05</b>	<b>36 112 531,58</b>	<b>1 133 192 155,63</b>	<b>322 781 500,00</b>
investissement	353 280 002,82	28 955 150,00	382 235 152,82	176 615 362,00	21 631 963,52	198 247 325,52	20 713 000,00
Fonctionnement	743 799 621,23	7 157 381,58	750 957 002,81	920 464 262,05	14 480 568,06	934 944 830,11	302 068 500,00

## C – LES DISPOSITIONS DIVERSES

### Remises gracieuses

Dans le cadre de la rémunération de la formation professionnelle continue, huit remises gracieuses transmises par l'intermédiaire de l'ASP pour un montant total de 7 139,11 €, sont accordées à :

- Monsieur DANI Nabile pour un montant de 1 108,52 €,
- Monsieur AHAMADA Msaidie pour un montant de 401,09 €,
- Madame MARET Stéphanie pour un montant de 41,38 €,
- Monsieur DJELASSI Nadji pour un montant de 3 151,41 €,
- Madame MALABAT Vanessa pour un montant de 891,08 €,
- Monsieur COSTA DESNEUX André pour un montant de 422,07 €,
- Monsieur AYONG François pour un montant de 121,65 €
- Monsieur BAUDIC Madignan pour un montant de 1 001,91 €.

Dans le cadre de l'attribution d'une bourse sanitaire, une remise gracieuse transmise par l'intermédiaire de l'ASP est accordée à Madame LE TENAFF Marie-Anne pour un montant de 691,91 €.

### Admissions en non valeurs

Les admissions en non-valeur et les créances éteintes suivantes sont accordées pour un montant de 115 590,67 €.

Les admissions en non-valeur s'élèvent à 4 511,96 € :

NOM	TITRES DE RECETTE	MOTIFS D'IRRECOUVRABILITE	NATURE DE LA CREANCE	MONTANT DE LA CREANCE
CARUANA GAËLLE	7540/2014 = 512,32 €	REVENU INSAISSISSABLE	REMBOURSEMENT SALAIRE	512,32 €
BADAIRE CLAUDE	6318/2015 = 489,58 € 7134/2015 = 206,14 €	REVENU INSAISSISSABLE	REMBOURSEMENT SALAIRE	695,72 €
BELLOIS DAVID	7224/2012 = 147,50 € 356/2013 = 147,50 € 1220/2013 = 1 917,50 €	REVENU INSAISSISSABLE	CREATEM	212,50 €
CARUANA GAËLLE	7540/2014 = 512,32 €	REVENU INSAISSISSABLE	REMBOURSEMENT SALAIRE	512,32 €
ITIER MEHDI	56/2015 = 294,65 € 2853/2015 = 796,77 €	REVENU INSAISSISSABLE	REMBOURSEMENT SALAIRE	1 091,42 €
				<b>4 511,96 €</b>

Les créances éteintes s'élèvent à 111 078,71 € :

NOM DE L'ENTREPRISE	TITRES DE RECETTE	MOTIFS D'IRRECOUVRABILITE	NATURE DE LA CREANCE	MONTANT DE LA CREANCE
ALTERNOR	3766/2015 = 1 092,50 € 4017/2015 = 19 665,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CAP CREATION	20 757,50 €

AYROL DAVID	1020/2013 = 250,00 € 3071/2013 = 750,00 € 5428/2013 = 750,00 € 7641/2013 = 750,00 € 868/2014 = 750,00 € 3046/2014 = 750,00 € 5033/2014 = 750,00 € 4014/2015 = 5 250,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CREATEM	10 000,00 €
BOULANGER DG	3060/2013 = 1 000,00 € 5416/2013 = 1 000,00 € 7630/2013 = 1 000,00 € 857/2014 = 1 000,00 € 3037/2014 = 1 000,00 € 5304/2014 = 8 000,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CREATEM	13 000,00 €
CORNUAU STEPHANE	290/2004 = 544,26 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CREATEM	544,26 €
GUERRE JEAN- DANIEL	1476/2009 = 159,95 € 15594/2009 = 228,50 € 3494/2010 = 228,50 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CREATEM	616,95 €
L'ALCHIMIE SARL	5967/2014 = 250,00 € 6456/2014 = 250,00 € 7144/2014 = 250,00 € 7514/2014 = 11 500,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CREATEM	12 250,00 €
MF 28	3378/2015 = 2 961,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CAP CREATION	2 961,00 €
SARL BAILLARGEAUX- MALICORNET	5246/2015 = 2 856,00 €	CREANCE IRRECOUVRABLE	CAP CREATION	2 856,00 €
SARL MANOIR DE RESTIGNE	431/2016 = 19 170,00 €	CREANCE IRRECOUVRABLE	CAP HEBERGEMENT	19 170,00 €
SARL SERRURERIE METALLERIE VIAS	4808/2013 = 25 500,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CAP CREATION	25 500,00 €
STYLE INTERIEUR	1308/2014 = 923,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	ICF 2013	923,00 €
VISENTIN DAVID	214/2014 = 500,00 € 2046/2014 = 2 000,00 €	CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF	CREATEM	2 500,00 €
			<b>TOTAL</b>	<b>111 078,71 €</b>

## Modification des dates limite d'affectation pour les AP/AE

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE LA RECHERCHE,					
Chapitre	Année enveloppe	Code enveloppe	Libellé enveloppe	Date initiale de fin d'affectation	Nouvelle date de fin d'affectation proposée
909	2014	0929	CAP SOLIDAIRE	31/12/2014	31/12/2016
909	2016	4001	CAP DEVELOPPEMENT CENTRE	31/12/2016	31/12/2016
909	2010	4006	FONDS D'INVESTISSEMENT PR LE DVPT DE L'ECONOMIE VERTE	31/12/2016	31/12/2020
909	2014	0719	CENTRECO	31/12/2014	31/12/2016
909	2015	0830	FONDS REGIONAL DE GARANTIE ARTISANAT	31/12/2016	31/12/2017
909	2014	1361	APPEL A PROJET ECONOMIE CIRCULAIRE	31/12/2016	31/12/2017
909	2016	1630	FRENCH TECH	31/12/2016	31/12/2017
939	2016	1632	PROGRAMME REGIONAL TRANSMISSION REPRISE	31/12/2016	31/12/2017
939	2016	1633	ARDAN	31/12/2016	31/12/2017
909	2015	1205	MIRCE 4	31/12/2016	31/12/2018

## Annulations-clôture des AP/AE

N° AP/AE	Libellé	Montant voté	Montant annulé
<b>SOLIDARITES TERRITORIALES, TRANSITION ECOLOGIQUE, STRATEGIES</b>			
2014-14108	ESPACES PUBLICS NUMERIQUES	90 142,49	-9,11
2015-1289	EXPERIMENTATIONS/ETUDES INVEST	150 000,00	-150 000,00
2009-7052	VT - EXPERIMENTATION TIC	254 169,13	-24 982,56
2015-1295	USAGES NUMERIQUES	100 000,00	-100 000,00
2013-45017	CG 45 - USAGES NUMERIQUES	1 000 000,00	-54 342,30
2009-7053	VT - OBSERVATOIRE REGIONAL TIC	28 125,00	-12 290,19
2015-1288	EXPERIMENTATIONS/ETUDES FONCT	150 000,00	-142 000,00
2015-1465	PROJET GEOMATIQUE	79 078,00	-39 539,00
2015-1296	USAGES SCORAN	100 000,00	-100 000,00
2014-14104	ESPACES PUBLICS NUMERIQUES	177 881,96	-1 458,52
2008-7050	VT - ESPACES PUBLICS NUMERIQUES	330 842,86	-57 077,40
2006-0858	CONTRAT REGIONAL D'AGGLOMERATION DE CHARTRES	12 459 800,00	-934 926,90
2010-0702	EQUIPEMENTS STRUCTURANTS: FONDS SUD	2 500 000,00	-139 942,02
2013-0702	EQUIPEMENTS STRUCTURANTS: FONDS SUD	2 000 000,00	-1 458 200,00
2013-41029	CG 41 - TRES HAUT DEBIT ART. VI-13	496 633,00	-291 300,00
2007-7300	GP - ADEME ENERGIES RENOUVELABLES	1 459 674,04	-97 285,58
2008-7300	GP - ADEME ENERGIES RENOUVELABLES	1 232 943,52	-320 385,69
2010-7302	GP - ADEME EMERGENCE DE LA DEMANDE	140 111,72	-844,37
2010-1952	MAITRISE DE L'ENERGIE ET DES ENERGIES RENOUVELABLES	651 279,00	-47 841,61
2010-7307	VT - AGENCE DE L'EAU - APPELS A PROJETS ECONOMIES D'EAU	545 000,00	-359 672,50
2011-7321	VT - PNR LAT 2011-2013	250 000,00	-35 615,28
2011-7322	VT - PNR PERCHE 2011-2013	180 000,00	-27 187,17
2009-1108	RNR PONTLEVOY 41	147 000,00	-83 579,56
2014-1959	ISOLARIS/NOUVEAUX OUTILS	210 000,00	-66 477,73
2010-1568	MARCHE ROMORANTIN-VIERZON	2 650 000,00	-237 482,74
2009-1076	LGV PARIS-CLERMONT ETUDES ET TRAVAUX	540 000,00	-15 960,02
2001-0608	GARES REGIONALES	2 666 709,96	-514 190,38
2005-0819	AMENAGEMENT, GARES, QUAIS ET POINTS D'ARRETS TER CENTRE	2 153 000,00	-380 865,00
2015-1287	PARTICIPATION CAPITAL CITIZ	17 000,00	-17 000,00
2015-1292	LOIRE VU DU TRAIN	30 000,00	-30 000,00
2009-0518	BOULEVARD LA CHOISILLE A TOURS	6 500 000,00	-223 750,00
<b>DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION, ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>			
2015-3157	FONDS SPECIAL URGENCE	2 000 000,00	-200,00
2005-0054	PROJETS TOURISTIQUES STRUCTURANTS	299 201,00	-61 100,00
2013-37026	CG 37 - VELOROUTE AMBOISE - CHENONCEAUX	334 448,00	-10 675,66
2013-37025	CG 37 - LOIRE A VELO REPARATION	418 060,00	-8 848,00
2013-1205	MIRCE 3	140 000,00	-5 244,24
2015-41203	CG 41 - ACQUISITION BASE DE DONNEES TOURINSOFT	35 000,00	0,00
2013-28021	CG 28 - APPLICATION SMARTPHONE	4 500,00	-78,10
2013-0984	CAP HEBERGEMENTS STRUCTURANTS	11 717,36	0,00
2013-0078	ITINERAIRES DE RANDONNEES	10 000,00	-2 613,00
2014-0078	ITINERAIRES DE RANDONNEES	34 000,00	-6 867,22
2013-1219	TOURISME EQUESTRE	50 000,00	-450,32
2014-1242	MARQUE TOURAINE	40 000,00	0,00
2012-0984	CAP HEBERGEMENTS STRUCTURANTS	400 000,00	-400 000,00
2008-37015	CG 37 - ETUDE BATIMENT START UP INRA	500 000,00	0,00
2014-14402	BIOLOGIE SANTE BIEN ETRE	43 913,00	-43 913,00
2007-7504	GP - BIOLOGIE SANTE BIEN ETRE	7 181 586,51	-12 758,26
2008-0897	CAP RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	1 618 224,80	-318 676,68
2009-0897	CAP RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	1 463 204,00	-208 153,14
2010-0897	CAP RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	1 875 000,00	-337 804,84
2006-0422	SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE RECHERCHE	3 275 269,00	-184 594,73
2007-0422	SOUTIEN AUX POLES DE DEV. ET DE COMPETITIVITE	899 233,00	-165 091,39
2008-0422	SOUTIEN AUX PROG DE RECHERCHE ET AUX PÔLES DE COMPETITIVITE	103 730,00	-72 799,50
2010-0422	SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE RECHERCHE ET AUX POLES DE COMPETITIVITE	750 000,00	-550 582,17
2013-0422	SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE RECHERCHE ET AUX POLES DE COMPETITIVITE	750 000,00	-702 830,00
2015-0422	SOUTIEN AUX POLES DE COMPETITIVITE	1 150 000,00	-650 000,00
2007-0850	APPEL A PROJETS	1 106 080,00	-53 000,00
2008-0850	APPELS A PROJETS 2008	4 164 424,00	-314 804,26
2009-0850	APPEL A PROJETS	4 982 540,00	-185 772,44
2014-14453	CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	16 947,00	-16 947,00
2008-7505	GP - VILLES ET TERRITOIRES	1 341 402,00	-50 906,50
2014-14403	VILLES ET TERRITOIRES	58 598,00	-58 598,00
2010-3437	CERTEM + PHASE 3	4 650 000,00	-4 449,98
2009-1422	SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE RECHERCHE DU POLE SSEE	312 672,37	-140 733,64
2011-1422	SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE RECHERCHE DU POLE SSEE	800 000,00	-597 644,91
2014-1422	SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE RECHERCHE DU POLE SSEE	700 000,00	0,00
2015-1422	SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE RECHERCHE DU POLE SSEE	0,00	0,00
2008-1850	APPELS A PROJETS 2008	400 000,00	-25 080,00
2013-0179	EQUIPEMENTS DES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE	90 000,00	-11 263,49
2005-0573	ACTIONS DE QUALIFICATIONS (DEMARRAGE 2006)	21 002 807,00	-3 402 657,38
2009-0573	ACTIONS DE QUALIFICATION 2010	22 300 000,00	-2 504 444,46
2014-14600	CENTR'ACTIF	120 000,00	0,00

2006-0769	CREATION D'ENTREPRISES DES METIERS	4 643 260,00	0,00
2015-3157	FONDS SPECIAL URGENCE	2 000 000,00	-200,00
2007-0961	VALORISATION DE LA BIOMASSE	756 000,00	-285 239,61
2007-7721	GP - VALORISATION DE LA BIOMASSE	644 000,00	-203 322,06
2006-0759	FONDS REGIONAL DE MODERNISATION DE L'ARTISANAT	411 706,00	0,00
2005-0760	PPR	1 299 500,00	0,00
2000-2025	PAGE	2 525 993,57	0,00
2013-3706	GROUPEMENT D'EMPLOYEURS - COOPERATIVES D'ACTIVITES ET D'EMPLOIS	135 000,00	0,00
<b>FORMATION INITIALE, LYCEES, APPRENTISSAGE ET VIE CITOYENNE</b>			
2013-1564	AFFPREP RECONSTRUCTION ANTENNE DE BOURGES	852 000,00	-193 781,46
2013-0180	PLAN ANNUEL D EQUIPEMENTS DES CFA	2 000 000,00	-41 907,58
2014-0180	PLAN ANNUEL D EQUIPEMENTS DES CFA	2 000 000,00	-34 338,68
2013-1313	PPI EQUIPEMENTS SANITAIRE ET SOCIAL 2013	300 000,00	-3 738,46
2014-1313	PPI EQUIPEMENTS SANITAIRE ET SOCIAL 2014	300 000,00	-16 660,47
2013-3008	BOURSES SECTEUR SANITAIRE 2013-2014	6 700 000,00	-274 247,02
2014-3008	BOURSES SECTEUR SANITAIRE 2014-2015	6 700 000,00	-1 090 201,97
2013-3009	BOURSES SECTEUR SOCIAL 2013-2014	2 950 000,00	-147 091,08
2014-3009	BOURSES SECTEUR SOCIAL 2014-2015	2 800 000,00	-250 820,05
2011-4119	FRAC SUBSISTANCES : AMENAGEMENT D'UN JARDIN	100 000,00	-48 471,66
2014-0717	FRAC ACQUISITION D'OEUVRES	130 000,00	-3 576,70
2014-1319	FRAC - AMENAGEMENT BUREAU	200 000,00	-5 983,91
2014-4120	FRAC MAINTENANCE	90 000,00	-2 335,55
2015-4120	FRAC MAINTENANCE	90 000,00	-90 000,00
2011-0386	ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE	131 120,00	-15 920,00
2012-0386	ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE	127 500,00	-16 140,00
2012-1123	FRECC (FONDS REG ENRICHISSEMENT DES COLLECTIONS DE CHAUMONT)	108 560,00	-28 953,96
2015-1123	FRECC	105 000,00	-100 040,00
2007-3109	CHAUMONT RESTAURATION	122 748,63	-4 227,00
2015-0293	FRRAB	20 000,00	-2 640,00
2012-2900	CINEMOBILE : ACQUISITION	960 000,00	-10 376,13
2009-1125	BIBLIOTHEQUE DE TOURS - LA CENTRALE	750 000,00	-3 804,30
2015-3004	EQUIPEMENT TECHNIQUE INVENTAIRE	10 000,00	-1 511,31
2011-0880	AIDES DIRECTES PARCS ET JARDINS	60 000,00	-20 553,58
2013-7123	GP - CREATION DE RESIDENCES CINEMA D'ANIMATION DANS LE QUARTIER ROCHAMBEAU A VENDOME	1 546 550,00	-7 091,07
2012-0793	FONDATION DU PATRIMOINE	120 000,00	-1 491,00
2011-1305	FRAM et FRAR	130 000,00	-5 797,00
2014-1449	CICLIC	160 000,00	-12 318,40
2014-1447	CULTURE O CENTRE	30 000,00	-30 000,00
2010-0006	OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT LOCAL	426 950,00	-1 918,21
2011-1306	FONDS REGIONAL DE SOUTIEN A LA NUMERISATION DES SALLES DE CINEMA	493 700,00	-59 810,19
2012-1306	FONDS REGIONAL DE SOUTIEN A LA NUMERISATION DES SALLES DE CINEMA ITINERANTES	65 000,00	-4 800,00
2012-0315	ITINERANCE REGIONALE	60 000,00	-36 000,68
2013-0315	ITINERANCE REGIONALE	30 000,00	-18 117,00
2014-0315	ITINERANCE REGIONALE	30 000,00	-5 885,69
2008-18001	CG18 - CENTRE CULTUREL DE RENCONTRES DE NOIRLAC	1 541 180,00	-40 088,64
2008-28000	CG28 - CENTRE D'ART DE DREUX	510 000,00	-45 072,51
2011-1122	ENTRETIEN CREPS	91 032,52	-1 090,18
2013-0459	CONSTRUCTION INSTALLATIONS SPORTIVES	1 572 000,00	-125 415,29
2008-7606	GP - CAMPUS EN VILLE DUPANLOUP ORLEANS	5 820 000,00	-283 200,77
2013-411608	CG 41 - INSA	170 000,00	-50 000,00
2011-0832	INSTITUT DE TOURAINE	200 000,00	0,00
2014-1508	INSA CENTRE VAL DE LOIRE	190 000,00	-5 000,00
2013-1608	INSA	130 000,00	-40 000,00
2012-1475	FOURNITURE D'ORDINATEURS PORTABLES	2 200 000,00	-421 839,82
2013-1475	FOURNITURE D'ORDINATEURS PORTABLES	2 200 000,00	-1 069 963,68
2014-1475	FOURNITURE D'ORDINATEURS PORTABLES	1 250 000,00	-226 687,60
2009-0460	UNIVERSITE NUMERIQUE	33 927,00	-4 640,55
2010-0460	UNIVERSITE NUMERIQUE	250 000,00	-187 406,00
2011-0460	UNIVERSITE NUMERIQUE	250 000,00	-29 068,00
2012-0460	UNIVERSITE NUMERIQUE	250 000,00	-194 338,00
2014-0460	UNIVERSITE NUMERIQUE	250 000,00	-10 660,00
2011-0475	MISE A DISPOSITION D'ORDINATEURS	300 000,00	-168 475,05
2012-0475	MISE A DISPOSITION D'ORDINATEURS	300 000,00	-185 032,94
2013-0475	MISE A DISPOSITION D'ORDINATEURS	200 000,00	-90 382,78
2010-1694	APPUI AUX PROJETS DE COOPERATION INTERNATIONALE	225 000,00	-104 313,99

**Modification de libellés des AP/AE**

<b>N° de programme</b>	<b>Ancien libellé</b>	<b>Nouveau libellé</b>
2014-1266	CAP FILIERES - EXPERIMENTATION	EXPERIMENTATION INNOVATION (INVEST)
2007-7704	GP - CAP FILIERES - EXPERIMENTATION	GP - EXPERIMENTATION
2014-1283	SUIVI + CONTRÔLE DES RECETTES	LIGNES ROUTIERS - DEPENSES COURANTES
2014-1357	CAP FORET BOIS 2	CAP FORET BOIS 2 ET 3
2014-0719	CENTRECO	CENTRECO PROGRAMME INVESTISSEMENT
2014-1278	CAP FILIERES - EXPERIMENTATION	EXPERIMENTATION INNOVATION (FONCT)